

Lire la suite page 7

سكزا من الاحل

2 Le Monde • Dimanche 7 - Lundi 8 avril 1991 •

DATES

Il y a cinquante ans

Le coup d'Etat de Rachid Ali Gaylani à Bagdad

DANS les premiers jours de ce mois d'avril 1941, les officiers nationalistes de l'armée, qui constituent en Irak le fer de lance du mouvement d'opposition à la Grande-Bretagne, prennent le pouvoir à Bagdad, à l'issue d'un coup d'Etat rapide et pour une fois non sanglant. Dans la matinée du 1^{er} avril, les troupes commandées par les chefs militaires du putsch, les quatre colonels nationalistes affiliés à une association secrète, connue sous le sobriquet de « Carré d'Or », donné par les Anglais, se rassemblent à la caserne Rachid pour préparer l'assaut du palais royal.

Avec eux se trouvent le chef de l'état-major de l'armée, le général Amin Zaki, et l'ancien premier ministre Rachid Ali Gaylani, un politicien sunnite chevronné, ennemi avéré de l'Angleterre et de la dynastie hachémite irakienne, qui, début février, avait été écarté du pouvoir à la demande du trop entreprenant ambassadeur britannique Kinahan Cornwallis, une sorte de haut-commissaire de Londres à Bagdad. La présence des quatre colonels du « Carré d'Or », Salah El Dine Sabagh, Kamal Chahih, Mahmoud Salmane et Fahmi Saïd, commandant respectivement les 1^{re} et 3^e divisions, les forces aériennes et le corps des blindés, garantit à elle seule le succès de la conspiration.

« L'homme des Anglais »

Le premier objectif des conjurés est de se saisir de la personne du régent Abdullilah, qui représente pour eux « l'homme des Anglais », celui grâce à qui la Grande-Bretagne règne toujours à Bagdad, malgré la fin du mandat britannique en 1930 et l'accession, en 1932, de l'Irak à l'indépendance. Prévenu à temps par ses amis, le régent parvient cependant dans la soirée à quitter le palais encerclé par les mutins. Caché dans la malle arrière de la voiture de l'ambassadeur des Etats-Unis, il gagne la base de Habbaniyah, que les Anglais contrôlent aux termes du traité anglo-irakien de 1932, puis rejoint Bassorah à bord d'un avion de la RAF qui l'amène finalement à Jérusalem, où, en compagnie de son « âme damnée Noury Saïd », un autre homme lige des Anglais, il obtient l'asile politique en Transjordanie, auprès de son oncle l'émir Abdallah.

Le 3 avril, le chef d'état-major, le général Amin Zaki, forme un gouvernement militaire provisoire et, une semaine après, le Parlement, réuni en séance extraordinaire, proclame la déchéance du régent Abdullilah et nomme à sa place le chérif jeune roi Fayçal II, âgé alors de quatre ans. Rachid Ali Gaylani est chargé de former le nouveau gouvernement, comme lui des nationalistes violemment anti-britanniques et partisans d'une étroite collaboration au moins momentanée avec les puissances de l'axe hitlérien. En Irak, comme en Egypte, en Palestine et ailleurs dans le monde arabe, le principal ennemi des nationalistes arabes est alors la Grande-Bretagne et, conformément à l'adage « les amis de nos ennemis sont nos ennemis », ces derniers appuient l'Allemagne et l'Italie avec l'espoir que celles-ci « une fois gagnée la guerre » - leur accorderont une totale indépendance, sans l'humiliation que les Britanniques leur ont imposée en leur faisant signer des traités réduisant singulièrement leur souveraineté. Et ce n'est pas un hasard si le roi Farouk d'Egypte a été le premier à féliciter chaleureusement Rachid Ali Gaylani à l'occasion de son accession au pouvoir.

Pour les Britanniques, le coup d'Etat est d'autant plus fâcheux qu'il survient à un moment où les pays de



Les trois piliers de l'ancien régime (de gauche à droite) : le roi Fayçal II, le régent Abdullilah et Noury Saïd. Extrait de *The Modern History of Irak*, par Hebe Marr, Westview Press, Etats-Unis, 1985.

l'axe viennent de remporter une série ininterrompue de victoires dans le désert occidental et en Grèce. Voulant dans un premier temps rassurer les Anglais, Rachid Ali Gaylani se déclare prêt à respecter l'accord de 1930 qui donne le droit de transit militaire à la Grande-Bretagne en cas de guerre. Le 17 avril, il autorise le passage à travers l'Irak des unités hindoues qui ont débarqué à Bassorah, en route pour le désert occidental, mais, le 29, il s'oppose au débarquement de nouvelles troupes britanniques, probablement à l'instigation des Allemands, avec lesquels il demeure en contact par l'intermédiaire de l'ambassade d'Italie, qui est restée ouverte à Bagdad, et du grand mufti de Jérusalem, Hadj Amine El Hussein, qui, à la suite de l'échec du mouvement de résistance palestinienne, s'est réfugié en octobre 1939 à Bagdad, d'où il lance de violents appels à la guerre sainte contre les Britanniques. Devenu pro-allemand par haine du sionisme, le mufti de Jérusalem contribue grandement à

exacerber les sentiments nationalistes arabes qui dominent alors en Irak.

Intervenant en pleine guerre, le « défi » de Rachid Ali Gaylani constitue pour la Grande-Bretagne un *casus belli*. D'autant plus que, abandonnant sa politique de prudence, le nouveau maître de Bagdad donne l'ordre à l'armée d'investir Habbaniyah après avoir adressé au commandant de la base un ultimatum lui enjoignant de cesser toutes les opérations aériennes. Le 2 mai commence donc une guerre anglo-irakienne qui durera à peine trente jours. Elle oppose les quelque deux mille Britanniques de la base, dotés d'une soixantaine d'avions d'un modèle ancien, aux huit mille Irakiens dépêchés sur les lieux. Avec l'arrivée rapide des renforts de la Légion arabe du général Glubb Pacha, à travers le désert jordanien, le combat devient vite inégal.

Constitués en Palestine le 11 mai, une colonne britannique, la Habforce, protégée par les chasseurs de la RAF et les bombardiers Wellington,

brise l'encerclement de Habbaniyah le 13 mai et se dirige à marches forcées vers Bagdad. Le 28 mai, sentant la partie perdue, Rachid Ali Gaylani, le mufti de Jérusalem, les quatre colonels du « Carré d'Or » et les agents allemands qui pullulaient alors dans la capitale irakienne s'enfuient vers Téhéran.

Pour éviter cette défaite, les quatre colonels et Rachid Ali Gaylani avaient adressé le 30 avril un appel à l'aide aux pays de l'axe. Hitler y répond indirectement le 23 mai 1941 dans sa directive N20, qui affirme que le mouvement de libération arabe est, au Proche-Orient, « l'allié naturel de l'Allemagne contre la Grande-Bretagne » et que le soulèvement en Irak revêt à ses yeux une « importance spéciale ». Mais, dans la pratique, il réagit avec peu d'empressement aux appels au secours de Rachid Ali Gaylani, étant occupé à préparer sa campagne de Russie. Quelques Messerschmitt arrivent bien en Irak vers le 10 mai, après que Vichy a accepté - à la suite d'un

voyage de Darlan à Berchtesgaden - d'autoriser le transit et le ravitaillement des avions allemands en route pour l'Irak sur le territoire syrien, mais trop tard et en trop petit nombre - une trentaine environ - pour sauver la situation. Les armes et les munitions dépêchées de Syrie, également avec l'autorisation des autorités de Vichy, arrivent de même trop tard.

Le 31 mai, les plénipotentiaires britanniques pénètrent dans la capitale irakienne pour y conclure un armistice, sous le regard haineux des Irakiens qui détournent la tête pour ne pas avoir à les saluer. Deux jours plus tard, le régent Abdullilah regagne, en compagnie de Noury Saïd, le palais royal, sous la protection des Horse Guards, suivi du jeune roi Fayçal que Rachid Ali Gaylani avait exilé à Irbil. L'ancien régime pro-britannique est rétabli autour du tandem Abdullilah-Noury Saïd, qui tire sa force de son alliance avec la Grande-Bretagne. Une longue période de troubles suit, émaillée de grèves, de manifestations et d'émeutes contre les juifs accusés d'avoir collaboré avec les Britanniques. La répression sera impitoyable. Les partisans du coup d'Etat sont pendus aux lampadaires de la ville ou fusillés.

Le 4 mai 1942, Rachid Ali Gaylani et les quatre colonels du « Carré d'Or » sont condamnés à mort par une cour martiale. Les personnalités nationalistes qui avaient été déportées en Rhodesie sont livrées par les Britanniques aux autorités irakiennes. Certaines d'entre elles seront exécutées et les autres enfermées dans des camps de concentration spécialement créés à leur intention. Les quatre colonels seront, entre 1942 et 1943, arrêtés dans leurs lieux d'exil respectifs par les Britanniques, ramenés à Bagdad, où ils seront pendus à la grande grille du ministère de la défense. Ils deviennent ainsi des héros nationaux aux yeux des nationalistes irakiens, et ce n'est pas un hasard si, au cours de la révolution du 14 juillet 1958, qui met fin une fois pour toutes à la monarchie hachémite de Bagdad et sonne le glas de l'influence britannique en Irak, les cadavres du régent Abdullilah et de Noury Saïd lynchés par la foule, furent pendus au même endroit.

Une âme de conspirateur

Seuls, parmi les principaux protagonistes du coup d'Etat du 1^{er} avril 1941, le mufti de Jérusalem et Rachid Ali Gaylani ont la vie sauve. Ce dernier, qui, après un court séjour en Allemagne, avait obtenu l'asile politique en Arabie saoudite avant de s'installer en 1954 au Caire, se rallie en juillet 1958 à la révolution du général Kassem et rentre en Irak où il est accueilli triomphalement. N'avait-il pas tenté, dix-sept ans avant le général Kassem, de débarrasser le pays du roi Fayçal II, du régent Abdullilah et de Noury Saïd, ces trois piliers de l'influence britannique à Bagdad?

Personnage dérochant, à la fois infatigable et impulsif, prêt à assumer tous les risques en se lançant dans des politiques aventureuses, celui qui avait été la « figure de proue » du coup d'Etat de 1941, dont les véritables auteurs furent en fait les quatre colonels du « Carré d'Or », avait une âme de conspirateur. Sa lune de miel avec le général Kassem fut de courte durée, et, en décembre 1958, il parvint à regagner le Caire après avoir été accusé de complot pro-nassérien. Il aura néanmoins droit à Bagdad, après sa mort à l'âge de soixante-trois ans, dans une église de Beyrouth, à des funérailles nationales présidées par le général Abdel Salem Aref, l'un des « tombeurs » du général Kassem.

JEAN GUEYRAS

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUBOURG
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 208.808 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléc : 261.311 F

Edité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, écrivain.

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc : MONDIPUB 206 136 F
Tél : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
de la presse et de la communication

Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les abonnements en
indiquant le numéro de l'article
et l'adresse de l'abonné

LE MONDE TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LMI

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS non membres du CEE en CHF
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne tarif sur
demande.

Pour vous abonner
RENOVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINTEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisoires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire sous les
noms propres en capitales d'imprimerie
et sans abréviations

111 MON 02

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Freppart
directeur de la rédaction
Jacques Giliu
directeur de la gestion
Maurice Lucot
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amélie
Jean-Marie Colombeau
Robert Gode
(adjoints au directeur
de la rédaction)
Thomas Farnet
Philippe Herveman
Jacques-François Simon

Daniel Vermet
directeur
des relations internationales

Anciens directeurs :
Hubert Beauvillier (1944-1958)
Jacques Fauret (1958-1962)
André Laurens (1962-1985)
André Fontaine (1985-1991)

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

ALEXEI
KOJEMIAKOV

PORTE-PAROLE DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE DE L'UNION SOVIÉTIQUE

animé par
Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON
et Daniel VERNET (Le Monde)
Pierre-Marie CHRISTIN
et Bernard POIRETTE (RTL)

en direct sur

RTL

ÉTRANGER

L'adoption par le Conseil de sécurité d'une résolution condamnant « la répression des populations civiles irakiennes »

La France est parvenue à vaincre les réticences de nombreux pays membres de l'ONU

La France a réussi à faire adopter vendredi 5 avril par le Conseil de sécurité une résolution condamnant la répression irakienne contre les Kurdes. La résolution 688 a été adoptée par 10 voix pour, 3 voix contre (Cuba, le Yémen et le Zimbabwe), la Chine et l'Inde s'étant abstenues. Le texte d'inspiration française a été paré par les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Belgique qui préside le Conseil au mois d'avril. L'URSS, après bien des hésitations, a finalement rejoint le camp occidental.

NEW-YORK (Nations unies)
correspondance
Cette résolution « sans précédent » du Conseil est considérée par plusieurs pays du tiers-monde

comme une « ingérence dans les affaires intérieures » d'un pays souverain. Elle « insiste » pour un accès immédiat des organisations humanitaires « à tous ceux qui ont besoin d'assistance ». Elle demande aussi un rapport d'urgence du secrétaire général sur le sort des populations civiles irakiennes « en particulier la population kurde ». Elle « exprime l'espoir qu'un large dialogue s'instaura » entre le gouvernement irakien et les minorités. Une première version, rejetée par l'Union soviétique, « exigeait » qu'un tel dialogue s'instaura.

« Crime contre l'humanité »
Le représentant de la France, M. Jean-Marc Rochereau de La Sablière, a très habilement piloté le passage de cette résolution, jugé « impossible » il y a quelques

jours encore, en raison des réticences initiales de la plupart des pays membres, en particulier l'Union soviétique.

Dans un discours prononcé aussitôt après le vote, M. Rochereau de La Sablière a notamment déclaré : « Les violations des droits de l'homme deviennent d'intérêt international lorsqu'elles prennent de telles proportions, atteignant la dimension de crime contre l'humanité ».

L'ambassadeur de Turquie, M. Aksin, a estimé pour sa part vraisemblable que plus d'un million de personnes soient obligées de se réfugier dans son pays. Soulignant qu'« aucun pays n'est capable de faire face à une telle arrivée massive », il a demandé qu'une mission d'urgence de l'ONU se rende dans la région pour mesurer l'ampleur de l'aide à apporter.

Le représentant de la République islamique d'Iran, M. Kamal

Kharrazi, a affirmé que son pays n'était pas intervenu dans les affaires intérieures de l'Irak : il a affirmé que plus de 110 000 Irakiens sont déjà en Iran et que dans les jours à venir près de 500 000 autres chercheraient à s'y réfugier.

Des « larmes de crocodile »

Le représentant de l'Irak a pour sa part ironisé sur les « larmes de crocodile » du Conseil et a déclaré que pour aider le peuple irakien, il faudrait mieux lever les sanctions « pour qu'il puisse manger ». M. Ali Anbardi a demandé que le secrétaire général envoie une mission d'étude au nord de l'Irak, ajoutant que son gouvernement ne pouvait pas laisser des « saboteurs ravager son pays ». Il a confirmé que l'Irak avait déclaré une amnistie générale « sauf pour les assassins qui, eux, seront poursuivis ».

L'une des voix les plus difficiles à obtenir a été celle de la Roumanie aux prises avec sa minorité hongroise en Transylvanie. Le « prix de son vote » a été la mention dans le préambule de la résolution, de l'article 2 de la Charte des Nations unies qui stipule le principe de non-ingérence.

L'ambassadeur roumain M. Aurel Dragoș Munteanu a déclaré que cette résolution ne devrait pas créer de précédent. L'ambassadeur américain M. Thomas Pickering s'est félicité de l'adoption du texte et a fait état de la décision du président Bush de parachuter des secours pour les réfugiés irakiens. Il a également proposé de venir en aide à l'Irak, une démarche sans précédent entre deux pays qui n'ont pas de relations diplomatiques.

Après quelques hésitations l'Union soviétique a voté la résolution, se ralliant une nouvelle fois à l'Occident en dépit de ses propres problèmes de nationalité. Toujours très direct l'ambassadeur britannique sir David Hannay n'a pas déçu : « Je vois mal l'Irak se joignant au concert des nations tant que Saddam Hussein restera au pouvoir ». Sir David a également annoncé que son gouvernement a décidé d'accorder une aide de 20 millions de livres sterling aux réfugiés kurdes.

AFSANÉ BASSIR POUR

Les États-Unis vont parachuter des secours aux Kurdes

Le président Bush, houpillé par la presse américaine et poussé par les alliés des États-Unis, a fini par se décider à apporter une aide humanitaire aux Kurdes qui fuient les forces de Saddam Hussein. A partir du dimanche 7 avril, des avions américains doivent parachuter de la nourriture, des couvertures, des vêtements, des tentes et d'autres matériels de secours aux populations kurdes.

WASHINGTON
de notre correspondant

Cet effort sera accompli « uniquement pour des raisons humanitaires », a souligné M. Bush, qui a réitéré son refus d'engager les troupes américaines dans la « guerre civile » irakienne. Il a cependant ajouté que les États-Unis « attendent du gouvernement irakien qu'il n'interfère pas dans cet effort », ce qui semble constituer une sorte de mise en garde à Bagdad, et souligne l'étrangeté de la situation : les États-Unis n'empêchent pas l'Irak, qu'ils viennent de défaire militairement, d'utiliser le reste de ses forces pour poursuivre ses opérations de répression contre les Kurdes, mais mettent à profit leur totale suprématie aérienne pour soulager les souffrances de ces mêmes populations.

Nouveau voyage de M. Baker au Proche-Orient

« La tragédie humaine qui se déroule à l'intérieur et autour de l'Irak requiert une aide massive et immédiate », a déclaré le président Bush pour justifier sa décision, annoncée vendredi 5 avril en fin d'après-midi : « Il y va non seulement de la vie de centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, mais également de la paix et de la sécurité dans le Golfe ».

L'administration est prête à consacrer une somme de dix millions de dollars (qui pourrait être majorée par la suite) à cette opération de secours, et un peu moins de 1 million de dollars supplémentaires pour une campagne de vaccination des enfants en Irak.

D'autre part, le secrétaire d'État, James Baker, se rendra à la frontière turque (vraisemblablement dimanche), avec un double objectif : souligner l'intérêt que les États-Unis portent désormais au sort des réfugiés et faire pression sur Ankara, que Washington a déjà priée d'ouvrir sa frontière, mais

qui n'entend pas supporter seule la prise en charge de ces réfugiés.

Cette étape en Turquie a été ajoutée à la dernière minute au programme d'un nouveau voyage de M. Baker au Proche-Orient, annoncé quelques heures avant que M. Bush ne fasse part de sa décision de parachuter des secours aux Kurdes. Le secrétaire d'État s'était déjà rendu dans la région au mois de mars, pour tenter de relancer le processus d'un règlement israélo-arabe.

Les espoirs suscités à l'époque sont largement retombés entre-temps, mais le retour de M. Baker dans la région montre que les États-Unis ne veulent pas renoncer. « S'il n'y avait absolument aucune raison de se rendre sur place, si on était découragé, on ne se donnerait probablement pas la peine d'y aller », a déclaré à ce propos le porte-parole du département d'État, M. Tutwiler. Les ambitions de l'administration semblent néanmoins modestes. « Je ne crois pas que nous soyons à la veille d'un accord », a admis vendredi le président Bush.

M. Baker se rendra d'abord, mardi 9 avril, en Israël, comme pour souligner que c'est là que se situe actuellement le blocage majeur. Depuis la première visite du secrétaire d'État, le gouvernement de M. Shamir a pris une série de décisions qui sont exactement à l'opposé de ce que souhaiterait Washington : sévérité accrue à l'égard des Palestiniens, nouvelles expulsions, accélération de la politique d'implantations dans les territoires occupés. De leur côté, les pays arabes, en particulier l'Égypte, ont fait savoir que le processus prôné par Israël — normalisation des relations entre l'État juif et ses voisins arabes avant toute discussion de la question palestinienne — n'était pas acceptable pour eux.

JAN KRAUZE

Le texte de la résolution 688

« Le Conseil de sécurité, Conscient de ses devoirs et de ses responsabilités en vertu de la Charte des Nations unies en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationale... »

« Conscient aussi des dispositions de l'article 2, paragraphe 7, de la Charte des Nations unies (1), »

« Profondément préoccupé par la répression des populations civiles irakiennes dans de nombreuses parties de l'Irak, y compris les zones de peuplement kurde, laquelle a conduit à un flux massif de réfugiés vers des frontières internationales et à travers celles-ci à des violations de frontières qui menacent la paix et la sécurité internationale dans la région, »

« Profondément ému par l'ampleur des souffrances de la population, »

« Prenant note des lettres adressées par les représentants permanents de la Turquie et de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations unies, en date respectivement des 2 avril et 4 avril 1991, »

« Réaffirmant l'engagement pris par tous les États membres de respecter la souveraineté,

l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de l'Irak et de tous les États de la zone, »

« Ayant à l'esprit le rapport du secrétaire général en date du 20 mars 1991 (2), »

1. Condamne la répression des populations civiles irakiennes dans de nombreuses parties de l'Irak, y compris très récemment dans les zones de peuplement kurde, qui a pour conséquence de menacer la paix et la sécurité internationale dans la région, »

2. Exige que l'Irak, pour contribuer à éliminer la menace à la paix et à la sécurité internationale, cesse immédiatement et sans délai toute répression et, dans ce contexte, exprime l'espoir qu'un large dialogue s'instaura en vue d'assurer le respect des droits de l'homme et des droits politiques de tous les citoyens irakiens, »

3. Insiste pour que l'Irak permette un accès immédiat des organisations humanitaires internationales à tous ceux qui ont besoin d'assistance dans toutes les parties de l'Irak et qu'il mette à leur disposition tous les moyens nécessaires à leur action, »

4. Prie le secrétaire général de poursuivre ses efforts humanitaires en Irak et de lui faire rap-

port d'urgence, éventuellement à l'issue d'une nouvelle mission dans la région, sur le sort des populations civiles irakiennes, et en particulier de la population kurde, affectées par la répression sous toutes ses formes exercée par les autorités irakiennes, »

5. Prie également le secrétaire général d'utiliser tous les moyens à sa disposition, y compris ceux des institutions spécialisées pertinentes des Nations unies, pour faire face d'urgence aux besoins fondamentaux des réfugiés et des populations irakiennes déplacées, »

6. Lance un appel à tous les États Membres et à toutes les organisations humanitaires pour qu'ils participent à ces efforts d'assistance humanitaire, »

7. Edige de l'Irak qu'il coopère avec le secrétaire général à ces fins, »

8. Décide de rester saisi de la question. »

(1) Il stipule que les Nations unies ne sont pas autorisées à intervenir dans les affaires qui relèvent de la compétence nationale des États (NDLR).

(2) Le rapport de M. Ahtissari sur la situation humanitaire en Irak (NDLR).

Ankara et Téhéran estiment qu'un million de réfugiés pourraient chercher asile en Turquie et en Iran

Selon des recoupements établis sur la base de chiffres officiels fournis, vendredi 5 avril, par les autorités iraniennes et turques, quelque 135 000 Irakiens (dont 60 000 Kurdes), se sont réfugiés en Iran au cours des derniers jours, et près de 250 000 (en majorité kurdes) en Turquie.

Le gouvernement turc a demandé une aide d'urgence à la communauté internationale pour l'aider à faire face à cet afflux qui menace de s'amplifier dans les prochains jours, selon le président Turgut Ozal, qui a estimé qu'un demi-million de Kurdes au total pourraient chercher refuge en Turquie. M. Ozal a également estimé que si les pressions de l'ONU sur Bagdad se révélaient insuffisantes pour arrêter la répression, les alliés devraient « prendre en considération une intervention contre l'Irak ». Cette hypothèse a cependant été formellement écartée par Washington et Londres. Du côté iranien, l'ambassadeur de Téhéran aux Nations unies a également estimé à environ un demi-million le nombre d'Irakiens kurdes ou chiites qui pourraient tenter de se réfugier en Iran dans les prochains jours.

Bagdad, qui conteste ces chiffres, a décidé vendredi une amnistie partielle pour les insurgés kurdes. Dans un communiqué diffusé à la suite d'une réunion présidée par M. Saddam Hussein, le Conseil de commandement de la révolution (CCR), la plus haute instance politique, a pro-

clamé « une amnistie aux Kurdes irakiens, dans la région autonome du Kurdistan, pour trahison et tout acte punissable par la loi qui se soit produit pendant les troubles, à l'exception des assassinats, des vols et des vols ». L'Irak a par ailleurs officiellement informé les Nations unies de sa disposition à recevoir une commission internationale pour superviser l'application de cette amnistie partielle. Les rebelles ont pour leur part qualifié de « farce cruelle » cette mesure. A Damas, un porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) a réaffirmé que les réfugiés ne rentreraient au pays qu'après la chute de M. Saddam Hussein et la

convocation d'élections libres sous l'égide des Nations unies. Il a fait état d'une forte mortalité parmi les dizaines de milliers de civils affolés qui ont fui à pied vers la Turquie et l'Iran.

Un appel de M. Mitterrand

Vendredi, des Kurdes ont manifesté dans plusieurs grandes villes d'Europe pour attirer l'attention sur la répression. A Istanbul, un homme a été tué par balle devant le consulat irakien, où un groupe de manifestants venait de commencer à lancer des pierres contre le bâtiment.

L'aide humanitaire française Un numéro vert à la cellule d'urgence du Quai d'Orsay

Un numéro vert (appel gratuit), pour toutes informations relatives à l'aide humanitaire française, publique et privée, au bénéfice des populations civiles irakiennes, notamment kurdes, « victimes de la répression », a été ouvert à la « cellule d'urgence » du ministère des affaires étrangères à compter du 5 avril (de 9 h à 22 h). Il s'agit du numéro : 05-17-33-07.

Les dons en argent peuvent être versés sur les comptes suivants :

— Fondation France-Liberté : « SOS Kurdes » CC 45 310 Z

(Caisse des dépôts et consignations)
— Croix-Rouge française : CB « Croix-Rouge Kurdes » ou CCP 600 00 Y
— Aide médicale internationale : CCP 45 44 Y Paris
— Médecins du Monde : CCP 11 44 Z
— Médecins sans frontières : CCP 40 60 U Paris
— Pharmaciens sans frontières : 11 36 31 U Clermont-Ferrand
— Secours populaire français : CCP 65 437 H.

A Paris, où quelques milliers de personnes ont manifesté vendredi soir de la place de la République à l'Assemblée nationale à l'appel d'une vingtaine d'associations et partis kurdes en France, M. Danielle Mitterrand a invité les Français, lors d'une conférence de presse au siège de France-Liberté, l'association dont elle est la présidente, à venir en aide aux Kurdes et à rejeter la notion de non-ingérence. Elle a notamment demandé aux transporteurs routiers et ferroviaires d'organiser des convois pour la Turquie. Elle a cependant précisé que ce qui se passait aux frontières turque et iranienne était, à ses yeux, une « extermination » et non un « génocide ».

Poursuivant sa mission d'exploration, M. Bernard Kouchner, secrétaire d'État français à l'action humanitaire, est arrivé vendredi soir à Téhéran. Il devait rencontrer samedi matin le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, qui a critiqué vendredi soir les États-Unis pour « avoir autorisé l'armée irakienne à utiliser ses hélicoptères ». Le guide de la République islamique, Ali Khamenei, avait pour sa part invité, vendredi, le peuple irakien à résister et à en finir avec le régime baassiste de Bagdad. A Genève, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a dépêché vendredi une équipe de délégués en « mission d'évaluation » dans le nord de l'Irak. Le CICR, qui affirme avoir découvert « l'horreur » dans les villes sud de l'Irak, estime ne pas pouvoir faire face seul aux immenses besoins d'assistance dans toute la partie méridionale de l'Irak. — (AFP, Reuters, AP)

un dossier de 40 pages

Rimbaud

avec fnac

avez-vous besoin d'une psychanalyse ? patients et analystes répondent

qui après Rocard ? notre enquête

GLOBE

50.12.11.11.11

EUROPE

M. Iliescu à Moscou

Signature d'un nouveau traité d'amitié soviéto-roumain

Le chef de l'Etat roumain, M. Ion Iliescu, et le président Gorbatchev ont signé vendredi 5 avril un traité d'amitié, de coopération et de bon voisinage entre la Roumanie et l'URSS, à l'occasion d'une visite de M. Iliescu à Moscou. C'est la première fois depuis les changements survenus en

Europe de l'Est qu'un pays membre de l'ex-bloc soviétique signe un tel traité. « Une année s'est écoulée et maintenant, partout, les gens aboutissent à la même conclusion : nous avons besoin les uns des autres », a déclaré M. Gorbatchev. Ce traité, a-t-il jugé, sera « une pierre solide

dans la construction de nouveaux liens entre les Etats d'Europe de l'Est ». Selon le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, cet accord se substitue aux liens établis dans le cadre du pacte de Varsovie. — (AFP, Reuter.)

Les nationalistes moldaves ont choisi de se rapprocher à petits pas de Bucarest

KICHINEV

de notre envoyé spécial

Pour Vitalia et Serge, l'arrivée de la télécommande en Bessarabie serait d'un grand secours. Ils habitent la Bessarabie, région qui fut hongroise, ottomane, russe, puis roumaine et qui est soviétique depuis 1944, mais qui ne sait pas ce qu'elle sera demain. Dans leur appartement de Kichinev, mangé par des livres roumains et russes, ils se lèvent régulièrement pour aller à la télévision ou à la radio, pour entendre ou lire le son de la grosse télévision couleur branchée sur « Vremia », le journal du soir de Moscou aux images kaléidoscopiques.

Avant de se relever pour monter ou réduire le son du petit poste noir et blanc qui, dans le même temps, capte le « 20 heures » tremblotant de Bucarest. Comme la grande majorité des intellectuels de la Moldavie soviétique et indépendantiste, les Pavlienco, bien que parlant parfaitement le russe, penchent vers la Roumanie. Même s'ils savent que leur avenir se jouera peut-être à Moscou.

Depuis que les chars soviétiques ont envahi Vilnius en janvier dernier, la police moldave, armée de kalachnikovs, monte la garde devant le Parlement de la République, qui s'est déclarée « souveraine » le 23 juin 1990. Vitalia, une des responsables de la nouvelle agence moldavo-press, continue tranquillement de se rendre presque tous les mois à Bucarest pour des contacts avec l'agence de presse roumaine. Mais, les intellectuels et les dirigeants politiques mis à part, la majorité des Moldaves ne savent pas ce qu'ils veulent : la réunification avec la Roumanie ou leur propre République, indépendante ? Ils savent en revanche ce qu'ils ne veulent pas : rester soviétiques.

Selon un sondage mené à la fois par les centres moldave et soviétique de recherche sur les opinions, diffusé par Tass à la veille du référendum du 17 mars, 30 % des habitants d'ethnie moldave sont pour leur maintien dans l'Union. Dans son ensemble (les 35 % de russophones inclus), la population de Moldavie se prononce, selon ce sondage, à 43 % pour son maintien au sein de l'Union, contre 42 % pour un état indépendant. Seuls 3 % de la population choisissent la réunification avec la Roumanie. « Nous avons connu les Roumains, puis les Russes, maintenant nous voulons simplement être nous », explique un vieux paysan édenté par les famines successives.

Dans les campagnes, on vit la majorité des Moldaves (qui forment 65 % des 4,5 millions d'habitants de la république), l'enthousiasme pour les retrouvailles avec « les frères de l'est du Prut », la rivière-frontière avec la Roumanie, est beaucoup plus tiède que chez les Moldaves de Kichinev. « L'indépendance d'accord, mais pourquoi se réunifier avec un pays qui a tant de problèmes ? », demande une paysanne qui ne plaisante pas avec le contenu de l'assiette familiale. « Quarante ans de propagande soviétique ont créé une véritable roumanophobie », admet Iouri Rosca, le leader du Front populaire moldave. Mais, estime-t-il, « la population moldave va comprendre qu'elle est roumaine. Je suis sûr que la réunification aura lieu, c'est un processus historique objectif. La république moldave est un Etat artificiel », affirme le leader nationaliste.

Les mauvais souvenirs

Certes Staline, puis Brejnev — dont l'ascension, dit-on, dut beaucoup à son « bon travail » comme premier secrétaire à Kichinev — ont déployé des trésors d'imagination pour persuader les Bessarabiens qu'ils n'étaient pas roumains. Outre les déportations en masse et l'introduction forcée de l'alphabet cyrillique pour écrire le roumain, rebaptisé « moldave », on se souvient ici du train Bucarest-Kiev qui traversait la Moldavie, rideaux baissés, portes verrouillées. On se rappelle aussi qu'il n'y avait qu'en Moldavie où s'abonner à une publication roumaine (lit-elle du Parti) était chose impossible. Que la frontière était si hermétiquement close que des



familles sont restées totalement séparées pendant près de quarante ans. Pourtant Georgi Paladi, professeur d'histoire roumaine à Kichinev, accepte une autre explication. « Si l'expérience entre les deux guerres, sous la Roumanie, avait été plus heureuse, l'attitude face à la réunification serait aujourd'hui différente », admet-il. Après que la Bessarabie fut devenue roumaine, en 1918, « la situation économique ne s'est pas améliorée », explique l'historien. « Le gouvernement roumain, sentant que Moscou pouvait reprendre la Bessarabie, n'a pas fait d'investissements », ajoute M. Paladi.

En 1941, lorsque l'armée roumaine, appuyée par des troupes allemandes, reprend la Bessarabie à l'armée soviétique (qui l'avait occupée en 1940), « les Moldaves, après avoir été envoyés par les Soviétiques, ont été revendus par l'armée roumaine. Les villages sont restés vides et personne n'était content », conclut le professeur. Evidemment, les non-Moldaves, — Russes, Ukrainiens, Gagauzes, Juifs, Bulgares — qui représentent aujourd'hui 35 % des 4,5 millions d'habitants de la république, ont hérité d'un monde plus nu et plus pauvre que celui qu'ils ont quitté.

Les réticences légues par l'histoire, ajoutées au « bon travail » de russification, expliquent, au moins autant que les pressions du Kremlin, la stratégie à long terme de réunification, finalement adoptée par les autorités nationalistes de Kichinev, qui pensent que le temps joue pour elles. Ainsi la république, qui a refusé de participer au référendum du 17 mars sur l'Union, n'a pas, contrairement à d'autres républiques, organisé un

contre-référendum, dont les résultats seraient aujourd'hui incertains.

Cette nouvelle stratégie, qui consiste à ne pas hypothéquer l'avenir tout en évitant autant que possible l'épreuve de force avec Moscou, est incarnée par le président Mircea Snegur, qui, en février dernier, a pris l'ascendant sur le bouillonnant premier ministre nationaliste Mircea Druc. Celui-ci a été jugé, par beaucoup, responsable des tragiques événements de l'an dernier.

L'erreur des affrontements du Dniestr

Lorsqu'en octobre 1990 les minorités russophones du Dniestr (ouest de la république) et les Gagauzes (du Sud), qui s'étaient déclarées indépendantes des nationalistes de Kichinev, ont voulu organiser leurs élections, le premier ministre moldave, face à un Parlement paralysé par les contradictions, avait pris la responsabilité d'envoyer une armée de « volontaires » moldaves pour empêcher le scrutin. Les affrontements avec les Russes du Dniestr avaient fait trois morts et l'armée soviétique était intervenue pour protéger les Gagauzes.

Depuis ce que l'on appelle à Kichinev cette « erreur », la politique des nationalistes s'est assoupie. En décembre dernier, le Parlement moldave a fait quelques concessions à Mikhail Gorbatchev, acceptant de « revoir les modalités d'application » de la loi sur la langue (le roumain, écrit avec l'alphabet latin, est devenue langue officielle), d'entériner la dissolution des détachements volontaires et de rétablir les privilèges de logement des officiers de

l'armée soviétique. Tout en refusant de revenir sur sa déclaration de nullité du pacte Ribbentrop-Molotov, en vertu duquel la Bessarabie a été annexée, « Même un décret présidentiel ne peut changer l'histoire », avait alors déclaré le Parlement moldave qui avait aussi à nouveau rejeté la suprématie des lois de l'Union. Ce qui a donné des arguments aux républicains du Dniestr et de Gagauzie pour refuser de se dissoudre, comme le demandait M. Gorbatchev dans le même décret.

En janvier, le Parlement avait aussi accepté que les conscripts moldaves puissent servir dans l'armée soviétique hors des frontières de leur république. Avant de faire machine arrière en mars, après le retour, en janvier et février, dans des cercueils, des corps de douze soldats de la république (dont huit moldaves). La guérilla politique continue donc, mais les autorités préfèrent s'occuper de développer « les relations économiques et culturelles » avec Bucarest. Le 12 février, le président Snegur est venu à Bucarest officialiser cette politique de rapprochement par petits pas lors d'une séance solennelle du Parlement roumain, qualifiée d'« historique ».

Inviolabilité des frontières

Le ministre roumain des affaires étrangères, M. Adrian Nastase, s'est, lui, rendu à Moscou le 22 mars, pour donner des gages et signer un traité d'amitié qui reconnaît « l'inviolabilité des frontières ». De retour à Bucarest, après une escale à Kichinev, M. Nastase a déclaré qu'il fallait « accepter, pour le moment, l'idée de deux Etats roumains », tout en espérant qu'avec le développement des relations culturelles et économiques, « la frontière pourrait, dans l'avenir, ne plus avoir de signification ». « Nous devons passer le Prut », mais « pas de façon violente », a estimé le ministre roumain, car « les effets politiques seraient imprévisibles », étant donné « le rapport de forces ».

Pas à peu, Roumains et Moldaves s'efforcent donc d'effacer la frontière. « Cent entreprises mixtes, moldaves-roumaines, ont déjà été créées », explique M. Sergiu Chiriac, ministre-adjoint de l'économie de Moldavie. « Et plus de mille lycéens et mille étudiants ont été envoyés dans les deux pays pour faire leurs études en Roumanie », précise-t-il. La priorité donnée à la formation en langue roumaine (seuls 6 % des Moldaves de la république ont fait des études supérieures contre 18 % des Russes) mène à Bucarest.

L'effacement de l'économie de la république à l'air de moins préoccuper les dirigeants moldaves. « Tous ceux qui sont ici par intérêt ne partent pas », expliquent en privé certains responsables. Tactique de profil bas face à Moscou pour permettre le développement de liens profonds avec Bucarest : le discret chemin vers la réunification a besoin de temps. Il pourrait être obstrué par la difficile question des frontières.

A Kichinev, les nationalistes n'excluent pas d'abandonner les territoires du Dniestr et de renoncer à revendiquer la Bessarabie (Nord) et le sud de la Bessarabie, donnés par Staline à l'URSS. « L'abandon du Dniestr est une variante possible », pense Iouri Rosca. « Quand à la Bukovine et au Sud, tout dépendra de qui va parler : Bucarest ou Kichinev. Si c'est Kichinev, nous aurons une position plus dure », ajoute le leader du Front populaire. Abandonner les territoires contre réunification ? Avant d'en arriver là, il faudra que les Moldaves choisissent une option. Et dans leur choix, beaucoup dépendra de ce que leur offriront et Moscou et Bucarest.

Il est 21 heures. Vitalia et Serge Pavlienco regardent maintenant le journal télévisé de leur république « souveraine ». Après, ils choisiront une émission soviétique, ou roumaine. Suivant l'intérêt.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

L'ancien sénateur John Tower meurt dans un accident d'avion

L'une des personnalités les plus controversées de la politique américaine, l'ancien sénateur républicain du Texas John Tower, est mort vendredi 5 avril, dans un accident d'avion près de Brunswick (Géorgie). L'appareil, un Embraer 120 de fabrication brésilienne, qui assurait une desserte entre Atlanta et Brunswick, s'est écrasé et a pris feu à 15 heures (heure locale). Les vingt passagers et les trois membres d'équipage sont morts. Parmi les victimes se trouvent la fille du sénateur et un astronaute, Manley Lanier Carter, quarante-trois ans, qui avait pris place à bord de la navette Discovery lors d'une mission de cinq jours pour le compte du Pentagone en 1989.

Le président Bush s'est déclaré « profondément attristé » par la mort de l'ancien sénateur, un ami depuis trente ans. John Tower, qui avait soixante-cinq ans, avait été pendant de nombreuses années un membre influent de l'establishment politique de Washington. Petit, trapu et combatif, il était natif de Houston (Texas). élu pour la première fois au Sénat en 1961, il devait y siéger sans discontinuer pendant vingt-quatre ans. Choisi à la fin de 1988 comme secrétaire à la défense par le président élu George Bush, il avait vu sa nomination repoussée par le Sénat.

John Tower n'avait jamais oublié ni surmonté l'humiliation que lui imposa le Sénat le 5 mars 1989, en rejetant sa nomination comme secrétaire à la défense. Loin de pratiquer le pardon des offenses, il n'avait pas ménagé dans une autobiographie récente (1) tous ceux qui, au Congrès ou dans les médias, s'étaient opposés à lui. Au cours des deux siècles d'existence de l'Union, huit personnalités seulement, parmi celles proposées par le chef de l'exécutif, ont été rejetées par le Sénat.

Le vote très serré des sénateurs (57 contre 43) était conforme aux clivages politiques. Les démocrates n'avaient pas manqué l'occasion de tenir en échec le président Bush à peine installé à la Maison Blanche. Mais la personnalité controversée de Tower était aussi au cœur du débat. Outre les démocrates, quelques républicains conservateurs champions de la morale avaient rejoint les libéraux pour condamner un homme coupable, à leurs yeux, de trop aimer le whisky et les femmes, et qui se voyait reprocher aussi ses liens étroits avec les compagnies d'armement.

Bien qu'il s'en soit défendu, l'amer-tisme et la rancune dominent, dans son livre, ses jugements sur ses pairs. Le sénateur Exon « boit, boit énormément », le sénateur Glenn « n'est pas l'homme le plus intelligent de Washington », le sénateur Hollings est « un vrai démagogue alliant l'arrogance à la suffisance », le sénateur Mitchell « se prétend plus subtil qu'il ne l'est vraiment », le sénateur Warner « ne se rend même pas compte quand on l'utilise ». Et bien entendu, le sénateur Nunn, son principal adversaire, celui qui anima la campagne contre sa nomination, est la cible principale : « ... un colonisateur sans scrupules... un ambitieux prêt à tout pour atteindre son objectif... un hypocrite enragé ».

Tout préoccupé de se défendre contre ce qu'il appelle des « demi-vérités, des insinuations, des ragots, des mensonges », John Tower n'avait rien révéilé de très nouveau sur ses vingt-cinq ans de vie publique. Il avait surtout livré des anecdotes et exprimé ses convictions, celles d'un républicain bon teint qui servit fidèlement Nixon et Reagan, du champion d'un

exécutif fort hanté au Congrès pour limiter les coupes sombres prévues dans le budget militaire, et plaidant pour la modernisation des armements.

Négociateur aux conversations de Genève sur les Sait, et sceptique, comme certains chefs militaires, sur l'AIDS (« la guerre des étoiles », il estimait que le « génie » de Reagan était d'avoir obligé l'Union soviétique à négocier sérieusement, par crainte de laisser les États-Unis s'engager dans un programme qui modifierait en leur faveur l'équilibre stratégique. A Genève, les distractions étaient rares et les membres de la délégation américaine se changeaient les idées dans de nombreuses petites fêtes. D'où un certain relâchement des mœurs. Les adversaires de la nomination de John Tower ne manquèrent pas d'en faire état, tout comme son apparition dans un costume de Superman au cours d'une soirée organisée par la presse de Dallas.

Marié et divorcé deux fois, s'il avouait : « J'aime les femmes... », il n'hésitait pas à prendre à témoin le visiteur qui venait l'interroger dans son bureau de Washington, du peu de sérieux des renseignements recueillis par le FBI : « Absolument rien n'a été prouvé. Aucune photo compromettante n'a été prise, aucun témoin n'a témoigné », disait-il. Il souriait et se détendait en évoquant ses prétendues incartades, comme celle, par exemple, « complètement fautive » selon lui, racontée par un témoin douteux, qui indiquait au FBI avoir vu le sénateur danser avec une ballerine russe sur un piano avant de commencer à se déshabiller.

« Avez-vous déjà dansé sur un piano et enlevé vos vêtements ? » lui demanda très sérieusement l'agent du FBI. « J'ai déjà eu mal à danser sur le plancher », répondit-il.

HENRI PIERRE

(1) Consequences, Little Brown, New York, 1991.

Six morts dans une prise d'otages à Sacramento

Après plus de huit heures d'attente fébrile, la police a lancé l'assaut, vendredi 5 avril, contre un magasin de matériel électronique de Sacramento (Californie) où quatre individus armés retenaient prisonniers une trentaine de personnes. Trois des malheureux et trois otages ont été tués.

Aux moins treize autres otages ont également été blessés dans la fusillade. Un témoin affirme avoir vu l'un des malheureux ouvrir le feu à l'assaut. Les otages ont été libérés par la police. Le chef de la police de Sacramento a précisé que les quatre hommes, membres d'un gang de jeunes Asiatiques, demandaient à aller en Thaïlande et n'avaient, semble-t-il, pas l'intention de dévaliser le magasin. Une station locale de télévision a affirmé que les ravisseurs ont exigé des armes, des gilets pare-balles, un hélicoptère et une somme de 4 millions de dollars (environ 22 millions de francs) en liquide. — (APF)

■ Mort du journaliste et soviétologue américain Henry Shapito. — L'un des vétérans des journalistes occidentaux en URSS, Henry Shapito, est mort jeudi 4 avril aux États-Unis. Né en Roumanie en 1906, il avait émigré avec sa famille aux États-Unis et se rendit pour la première fois à Moscou en 1933 pour y suivre des études de droit comparatif. Mais il entra bientôt dans la carrière de journaliste et devenant, en 1937, correspondant permanent de l'agence United Press International en Union soviétique. Il conserva ce poste jusqu'à sa retraite en 1973, c'est à dire à travers les années de guerre et sous les régimes successifs de Staline, Khrouchtchev (avec qui il eut de longues entretiens) et Brejnev.

■ HAITI : M^{me} Pascal-Trouillot en résidence surveillée. — L'ancienne présidente provisoire de Haïti, M^{me} Ertha Pascal-Trouillot, a été libérée vendredi 5 avril, après vingt-quatre heures de détention au pénitencier national de Port-au-Prince. Elle a été aussitôt placée en résidence surveillée. Incarcérée sous l'accusation de « complicité » dans le coup d'Etat manqué de janvier dernier, sa libération a été décidée parce qu'elle ne permettait pas de l'enquête, selon un communiqué du ministère de la justice. — (APF)

ALLEMAGNE : après l'assassinat de M. Rohwedder

La politique de privatisation de la Treuhand sera maintenue

BERLIN

de notre correspondant

Malgré les critiques dont la Treuhand a fait l'objet quant aux méthodes utilisées, le ministre allemand des finances, M. Theo Waigel, et la direction de cet organisme ont publiquement fait savoir cette semaine leur volonté de continuer la politique d'assainissement de l'industrie est-allemande selon la voie qui a été dessinée par Detlev Rohwedder, assassiné lundi 1^{er} avril. Sa succession devrait être annoncée dans le courant de la semaine prochaine.

Les autorités gouvernementales se sont refusées à indiquer des noms, mais la logique de la continuité militait en faveur de M^{me} Birgit Breuel, la personnalité la plus en vue de la Treuhand après Detlev Rohwedder. Responsable des quinze directions régionales, elle est originaire d'une famille de banquiers hambourgeois et avait été,

ces dernières années, ministre de l'économie puis des finances du Land de Basse-Saxe.

Dans une interview publiée vendredi dans le quotidien Süddeutsche Zeitung, M^{me} Breuel a réaffirmé que la privatisation des entreprises était à son avis la façon la plus sûre de leur donner les moyens de retrouver leur place sur le marché. Elle prévoit une action renforcée pour trouver des acquéreurs. Un Who's Who de toutes les entreprises dont la Treuhand a la charge vient d'être rendu public.

Après avoir hésité, le syndicat IG Metall a décidé de poursuivre les manifestations du lundi contre le chômage. Rendez-vous a été pris pour le 8 avril à Leipzig. Le chancelier Helmut Kohl doit en principe se rendre dimanche à Erfurt, première étape d'une série de visites dans les Länder de l'ex-RDA.

H. DE B.

Le sénateur John Tower dans un accident d'avion

Le sénateur John Tower, républicain, a été tué dans un accident d'avion mardi 10 avril, à l'atterrissage à l'aéroport de Houston. Le sénateur, âgé de 61 ans, était à bord d'un avion privé de la compagnie Texas Air, qui s'est écrasé à l'approche de la piste. Les causes de l'accident sont encore inconnues. Le sénateur Tower était en campagne pour la présidence de la République.

Le sénateur John Tower, républicain, a été tué dans un accident d'avion mardi 10 avril, à l'atterrissage à l'aéroport de Houston. Le sénateur, âgé de 61 ans, était à bord d'un avion privé de la compagnie Texas Air, qui s'est écrasé à l'approche de la piste. Les causes de l'accident sont encore inconnues. Le sénateur Tower était en campagne pour la présidence de la République.

Le sénateur John Tower, républicain, a été tué dans un accident d'avion mardi 10 avril, à l'atterrissage à l'aéroport de Houston. Le sénateur, âgé de 61 ans, était à bord d'un avion privé de la compagnie Texas Air, qui s'est écrasé à l'approche de la piste. Les causes de l'accident sont encore inconnues. Le sénateur Tower était en campagne pour la présidence de la République.

Le sénateur John Tower, républicain, a été tué dans un accident d'avion mardi 10 avril, à l'atterrissage à l'aéroport de Houston. Le sénateur, âgé de 61 ans, était à bord d'un avion privé de la compagnie Texas Air, qui s'est écrasé à l'approche de la piste. Les causes de l'accident sont encore inconnues. Le sénateur Tower était en campagne pour la présidence de la République.

Le sénateur John Tower, républicain, a été tué dans un accident d'avion mardi 10 avril, à l'atterrissage à l'aéroport de Houston. Le sénateur, âgé de 61 ans, était à bord d'un avion privé de la compagnie Texas Air, qui s'est écrasé à l'approche de la piste. Les causes de l'accident sont encore inconnues. Le sénateur Tower était en campagne pour la présidence de la République.

Le sénateur John Tower, républicain, a été tué dans un accident d'avion mardi 10 avril, à l'atterrissage à l'aéroport de Houston. Le sénateur, âgé de 61 ans, était à bord d'un avion privé de la compagnie Texas Air, qui s'est écrasé à l'approche de la piste. Les causes de l'accident sont encore inconnues. Le sénateur Tower était en campagne pour la présidence de la République.

Le sénateur John Tower, républicain, a été tué dans un accident d'avion mardi 10 avril, à l'atterrissage à l'aéroport de Houston. Le sénateur, âgé de 61 ans, était à bord d'un avion privé de la compagnie Texas Air, qui s'est écrasé à l'approche de la piste. Les causes de l'accident sont encore inconnues. Le sénateur Tower était en campagne pour la présidence de la République.

La Chine ne renonce pas à ses prétentions d'accroître son influence sur la gestion de Hongkong

Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a été le premier à déclarer que la Chine ne renonce pas à ses prétentions d'accroître son influence sur la gestion de Hongkong. Il a déclaré que la Chine ne renonce pas à ses prétentions d'accroître son influence sur la gestion de Hongkong.

Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a été le premier à déclarer que la Chine ne renonce pas à ses prétentions d'accroître son influence sur la gestion de Hongkong. Il a déclaré que la Chine ne renonce pas à ses prétentions d'accroître son influence sur la gestion de Hongkong.

Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a été le premier à déclarer que la Chine ne renonce pas à ses prétentions d'accroître son influence sur la gestion de Hongkong. Il a déclaré que la Chine ne renonce pas à ses prétentions d'accroître son influence sur la gestion de Hongkong.

Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a été le premier à déclarer que la Chine ne renonce pas à ses prétentions d'accroître son influence sur la gestion de Hongkong. Il a déclaré que la Chine ne renonce pas à ses prétentions d'accroître son influence sur la gestion de Hongkong.

Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a été le premier à déclarer que la Chine ne renonce pas à ses prétentions d'accroître son influence sur la gestion de Hongkong. Il a déclaré que la Chine ne renonce pas à ses prétentions d'accroître son influence sur la gestion de Hongkong.

Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a été le premier à déclarer que la Chine ne renonce pas à ses prétentions d'accroître son influence sur la gestion de Hongkong. Il a déclaré que la Chine ne renonce pas à ses prétentions d'accroître son influence sur la gestion de Hongkong.

Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a été le premier à déclarer que la Chine ne renonce pas à ses prétentions d'accroître son influence sur la gestion de Hongkong. Il a déclaré que la Chine ne renonce pas à ses prétentions d'accroître son influence sur la gestion de Hongkong.

Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a été le premier à déclarer que la Chine ne renonce pas à ses prétentions d'accroître son influence sur la gestion de Hongkong. Il a déclaré que la Chine ne renonce pas à ses prétentions d'accroître son influence sur la gestion de Hongkong.

Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a été le premier à déclarer que la Chine ne renonce pas à ses prétentions d'accroître son influence sur la gestion de Hongkong. Il a déclaré que la Chine ne renonce pas à ses prétentions d'accroître son influence sur la gestion de Hongkong.

Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a été le premier à déclarer que la Chine ne renonce pas à ses prétentions d'accroître son influence sur la gestion de Hongkong. Il a déclaré que la Chine ne renonce pas à ses prétentions d'accroître son influence sur la gestion de Hongkong.

Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a été le premier à déclarer que la Chine ne renonce pas à ses prétentions d'accroître son influence sur la gestion de Hongkong. Il a déclaré que la Chine ne renonce pas à ses prétentions d'accroître son influence sur la gestion de Hongkong.

DIPLOMATIE

La tournée de M. Roland Dumas au Maghreb

Droits de l'homme et démocratisation au cœur des discussions franco-mauritaniennes

NOUAKCHOTT. L'avion de M. Roland Dumas se glisse entre deux Boeing des Iraqi Airways « réfugiés » sur l'aéroport de Nouakchott, comme le sont des navires marchands irakiens dans le port de Nouadhibou.

Pour les entretiens qu'a eus, vendredi 5 avril, le ministre français des affaires étrangères avec les dirigeants mauritaniens, cette entrée en matière était aussi inévitable que celle provoquée, la veille, par la publication d'un rapport d'Amnesty International dénonçant la mort de quelque deux cents détenus politiques dans les prisons du pays - pour la plupart des Noirs subissant les conséquences des querelles ethniques qui ont opposé aux Maures et ont entraîné, en 1989, un drame qui a coûté la vie à des centaines de personnes.

Après une heure de tête à tête avec le président Ould Taya, M. Dumas a souligné qu'il avait d'abord été question de la crise du Golfe. De part et d'autre, on est tombé d'accord pour tourner au plus vite la page sur les divergences entre les deux gouvernements à ce sujet.

La Mauritanie est l'un de ces pays africains sur lesquels M. Saddam Hussein avait jeté son dévolu pour proposer aide et assistance, en échange d'un soutien qui, durant cette crise, s'est exprimé à plusieurs reprises à Nouakchott sous forme d'un alignement sur les positions françaises en Mauritanie à se regrouper par précaution à l'ambassade.

Sachant que M. Dumas ne manquera pas d'insister - ainsi qu'il l'avait fait la veille au Maroc - sur le respect des droits de l'homme ainsi que sur le lien nécessaire entre démocratie et développement, en Afrique comme ailleurs, le colonel Ould Taya a pris ses devants, non seulement en rappelant qu'il avait déjà ordonné, en mars, la libération de prisonniers politiques, mais encore qu'il s'apprêtait à prendre d'autres mesures de clémence et révélerait dans un très prochain discours une série de décisions pour favoriser la démocratisation du régime. M. Dumas a pris soin de déclarer que « la France suivait avec beaucoup d'intérêt cette évolution des choses ».

Fort démunie, la Mauritanie ne peut guère se permettre de froisser davantage son principal bailleur de fonds, d'autant qu'aujourd'hui les pays arabes membres de la coalition anti-irakienne pénalisent financièrement Nouakchott pour son alliance avec Bagdad. Le régime mauritanien, d'autre part, est de plus en plus isolé maintenant que le Mali voisin vient de s'engager sur la voie démocratique. Enfin, prévoyant une « nouvelle phase » de la coopération entre les deux rives de la Méditerranée, Paris compte mettre en valeur ses relations avec l'ensemble que constitue l'Union du Maghreb arabe dont la Mauritanie devrait prendre la présidence cette année.

FRANCIS CORNU

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : la lutte contre la violence

L'ANC lance un ultimatum au président De Klerk et à son cabinet

Le Congrès national africain (ANC) durcit le ton. Il y a une semaine, avant de rencontrer M. Mangosuthu Buthe, le président de l'Inkatha, un parti à dominante zouloue, le vice-président de l'ANC, M. Nelson Mandela, avait annoncé que le comité exécutif national (NEC), la plus haute instance de l'organisation, allait se réunir afin de prendre des décisions exceptionnelles pour prévenir la violence. Le NEC a ainsi adopté, vendredi 5 avril, le texte d'une « lettre ouverte destinée au président De Klerk et à son cabinet ». Le chef de l'Etat a aussitôt répliqué que les exigences exprimées dans cette lettre visaient à « camoufler de graves dissensions internes » et souhaitait que personne ne « tente de tirer un avantage politique » de la violence.

JOHANNESBURG. Les termes de la lettre sont très fermes à l'égard du pouvoir et durs à l'encontre de l'Inkatha, accusé de collusion avec le régime pour obtenir une place à la table des négociations. L'ANC menace de ne pas aller plus loin dans ses discussions sur l'organisation d'une « conférence de tous les partis » et sur la « future Constitution » du pays, si le gouvernement ne satisfait pas, « avant le 9 mai », à sept conditions.

En soulignant « l'attitude équivoque des autorités dans le cycle de violence » qui trahit « un cynisme irresponsable » ou « une connivence évidente dans l'organisation de la terreur », l'ANC exige l'interdiction du port d'armes, traditionnelles ou modernes, lors de rassemblements ; la démission des ministres de la loi et de l'ordre et de la défense, MM. Adriaan Vlok et Magnus Malan ; le démantèlement des unités spéciales anti-insurrectionnelles et la suspension des policiers impliqués dans les récents massacres de Sebokeng et de Daveyton.

L'ANC veut obtenir l'assurance que la police et l'armée utiliseront des méthodes civilisées de contrôle des foules et ne seront plus pourvues en baïonnettes. Il demande la transformation des « hotspots », ces résidences pour travailleurs migrants célibataires, en habitations familiales, ainsi que la constitution d'une commission d'enquête indépendante, chargée de faire la lumière sur le rôle des forces de l'ordre impliquées dans les violences.

Le NEC s'interroge aussi sur « les vraies intentions et la sincérité du gouvernement dans le processus de paix et de démocratisation de l'Afrique du Sud », en posant ce qu'il convient d'appeler un ultimatum. Pour autant, l'ANC ne menace pas d'interrompre le processus des négociations engagées officiellement en mai 1990.

Autocritique. En sacrifiant aux radicaux de sa branche armée et aux nombreux membres du Parti communiste qui militent en son sein, l'ANC fait souffler un vent froid sur ses relations avec le gouvernement. Mais, cette raideur soudaine ne risque-t-elle pas de conduire l'organisation de M. Mandela dans une impasse ?

Il est peu probable que le président De Klerk accepte, par exemple, de se séparer de deux ministres qu'il protège depuis plusieurs mois, en dépit des révélations fracassantes sur les assassinats politiques perpétrés par des services secrets placés sous leur responsabilité. Quelle marge de manœuvre conserverait alors l'ANC, qui a déjà perdu l'initiative politique au profit du gouvernement, si l'on en croit un de ses documents internes qui sera discuté, en juin, lors de la prochaine conférence nationale ?

Selon ce document qui porte sur les « stratégies et tactiques de l'ANC », le mouvement n'a pas été « suffisamment prompt à mettre en

Les Douze à la recherche d'une diplomatie commune

Suite de la première page. L'UEM, ainsi que l'union politique, en raison des bouleversements politiques et institutionnels qu'elles supposent, font ressurgir d'anciennes querelles existentielles, en particulier sur la supranationalité, qui, même vieillies, pourraient se révéler déstabilisatrices. Les Douze, qui, depuis 1985, resserrent leurs liens, risquent d'être rattrapés par l'idéologie.

La crise de confiance actuelle provient de la multiplication des projets qui, parfois, se télescopent, et dont les objectifs, à force d'être débattus ou contestés, se brouillent. Il est temps de se ressaisir, autrement dit de recadrer le débat, d'ajuster ce qui doit l'être, de hiérarchiser, ou au moins de définir une cohérence aux différentes opérations en cours. Tel devrait être l'objectif des deux conseils européens qui se tiendront sous la présidence luxembourgeoise le 8 avril, puis les 28 et 29 juin.

Il est légitime que les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze commencent cette sorte d'audit de la construction européenne lundi à Luxembourg et la mise en place d'une politique étrangère commune puisse aussi bien, après les caquillages de la crise du Golfe, c'est le dossier le plus sensible. « Ecrire une Constitution demande beaucoup de retenue », constatent-ils quelques jours un des participants de la conférence gouvernementale sur l'union politique, voulant ainsi faire comprendre que celle-ci, compte tenu de la nature de l'exercice - un traité est conçu pour durer - ne pouvait être affectée par l'effervescence conjoncturelle.

Il reste que le débat suscité par l'initiative franco-allemande d'avril 1990 ne fait que s'engager. Sur trois points au moins, il se développe d'une manière plutôt conflictuelle : les rôles respectifs du Conseil européen, du conseil des ministres et de la Commission ; le renforcement des pouvoirs du Parlement européen et l'avenir des relations avec les Etats-Unis en matière de défense.

Cependant, lors de la réunion informelle que les ministres des affaires étrangères des Douze ont consacré le 26 mars à la mise en œuvre d'une politique de sécurité et de défense commune, on a pu remarquer l'optimisme manifesté tant par M. Jacques Poos, le président luxembourgeois, que par M. Jacques Delors. Le président de la Commission, abordant le pro-

blème des relations entre l'Union de l'Europe Occidentale et la Communauté d'une part, l'OTAN, d'autre part, a estimé qu'« on distinguait déjà très bien comment on pourrait arriver à un consensus à la fin de la conférence intergouvernementale ».

La phase devant conduire à l'UEM n'est guère mieux balisée, même si les chefs d'Etat et de gouvernement ont adopté, en octobre 1990, des directives précises à l'intention de la conférence intergouvernementale. Depuis que celle-ci a commencé ses travaux, les Allemands, qui en raison de leur puissance économique et monétaire, y jouent le premier rôle, se livrent à un jeu déconcertant.

Un jour le président de la Bundesbank, le lendemain le ministre des finances ou son secrétaire d'Etat, contestent tel ou tel point du mandat approuvé à Rome, s'interrogent sur l'opportunité de passer à la deuxième étape à la date prévue du 1^{er} janvier 1994, expliquent qu'il serait dénué de sens d'installer la Banque centrale commune dès la deuxième étape, alors que la souveraineté monétaire ne se partageait pas, il est exclu de lui transférer des pouvoirs sensibles avant la troisième étape.

De surcroît, cette troisième étape, celle de la monnaie unique, les éminences monétaires d'outre-Rhin donnent l'impression de croire qu'elle ne verra pas le jour avant un avenir lointain ; à moins que dans une première phase, seul un noyau très limité de pays privilégiés soient autorisés à s'engager dans l'entreprise. De tels commentaires angoissent Bruxelles, comme Paris, et laissent des traces dans les esprits, même lorsqu'ils sont suivis de démentis en provenance de Bonn, confirmant la ferme engagement de l'Allemagne, conformément aux orientations arrêtées à Rome.

Contre-performance. Il reste que le débat sur le contenu de la deuxième étape, sur les modalités de passage de la première à la deuxième, puis de la deuxième à la troisième, est loin d'être achevé. De telles tensions conduisent inévitablement l'opinion à s'interroger sur la détermination franco-allemande, à penser que l'UEM pourrait être plus longue à mettre en place qu'envisagé initialement, à éprouver des doutes sur la possibilité concrète de mieux influencer l'action conjoncturelle qui serait alors offerte à notre gouvernement. Le projet d'union

monétaire, enfant chéri de la diplomatie européenne de la France, n'est plus tout à fait regardé comme cette « marche à l'étoile » qui depuis 1988 a justifié tant d'accommodements.

Déçu par la contre-performance des Douze durant la crise du Golfe, perplexé quant aux bénéfices à attendre de l'UEM, l'Européen désagréable, le 1^{er} janvier prochain, se réjouit en contemplant la mise en place, à peu près sans faille, du grand marché ? Les directives sur la libre circulation des personnes, des biens, des capitaux, des services, ont été adoptées dans les délais voulus et sont maintenant transposées à un rythme qui paraît satisfaisant dans les législations nationales.

Récemment des progrès ont été enregistrés de la part des représentants les plus réfractaires à l'harmonisation : il y a bien espoir que les Douze parviennent à rapprocher leurs taux de TVA et de taxes à la consommation de telle manière que les écarts qui subsisteront ne provoquent pas de distorsion de concurrence lorsque, le 1^{er} janvier 1993, disparaîtront les contrôles aux frontières. La persévérance dont est capable M. Jacques Delors fait que la Commission est en train de trouver des garanties pour les salariés et que le marché unique signifiera un progrès également sur le plan social.

Mais le ciel s'obscurcit. On a répété que le marché unique avait permis la création de milliers d'emplois. Sans doute, mais cette vérité ne s'applique guère à la filière électronique et informatique, en pleine déroute face aux concurrents américains et japonais. Dans ce secteur stratégique, le constat ne peut être que sévère : la politique de l'Acte unique n'a pas atteint cet objectif central qui était de rendre nos entreprises plus compétitives. L'industrie automobile est également menacée, et, paradoxe tragique, au train où vont les choses, 1993 risque de devenir l'année de la faillite industrielle outre-Rhin.

Analysant les raisons de ces échecs (l'absence de la politique commerciale extérieure, faiblesse des structures bancaires et industrielles, inefficacité des politiques de recherche), puis réagir, devient assurément la priorité pour les Douze. Les premières tentatives dans ce sens, telle la récente communication de la Commission sur l'industrie électronique, ne sont pas inintéressantes, mais elles révèlent les divisions profondes qui paralysent encore l'Europe. En dépit des mots prononcés, la Communauté n'est pas prête pour une politique industrielle efficace. Ce pourrait être la principale raison du malaise, car les grandes réformes en chantier, politiques et monétaires, exigent pour être menées à bien que l'intendance suive.

PHILIPPE LEMAITRE

Publicité

Un nouveau produit arrive en pharmacie

LES AMÉRICAINS COMBATTENT LES RIDES

NEW-YORK - Le professeur G. Letizia a rendu compte des résultats d'expériences effectuées par l'Institut AMA de New York, sur une nouvelle pommade contenant du rétinol, qui semble en mesure de réduire la profondeur des rides.

Après avoir indiqué que la mission d'étudier les effets de la nouvelle pommade lui avait été confiée par une multinationale pour produits cosmétiques pour pharmaciens, le professeur Letizia a déclaré : « Cette pommade a été appliquée sur 28 personnes, âgées de 45 à 60 ans, sur une moitié du visage. Les mesures effectuées au début et à la fin du traitement ont mis en évidence une réduction significative des rides, par rapport à la partie du visage non traitée ».

Le siège de New-York de la société Letizia, productrice du nouveau produit, est assailli d'appels téléphoniques de personnes qui veulent tester cette nouveauté. Après une première distribution dans les pharmacies américaines, la pommade est disponible dans les pharmacies françaises en deux formules : Anti-Age Retard pour une action visible en quelques mois et Anti-Age Super pour une action énergique, selon les conseils du pharmacien. Pour les personnes de 55 ans et plus il existe un produit spécifique.

Le congrès doit permettre l'élection d'un secrétaire général et des instances dirigeantes du parti, présidé par le chef du parti, M. Félix Houphouët-Boigny. (AFP.)

ALGÉRIE : appel au boycottage des élections par les communistes. Rassemblés au sein du Parti d'avant-garde socialiste (PAGS), les communistes ont appelé, vendredi 5 avril, au boycottage des premières élections législatives pluralistes, prévues le 27 juin. Dans un communiqué, le PAGS présente le scrutin comme une aventure pouvant déboucher sur une victoire des islamistes. Il appelle le « peuple dans son ensemble et ses forces démocratiques et patriotiques à rejeter cette aventure dangereuse pour le pays et à réclamer l'interdiction de parti obscurantistes qui menacent le devenir du pays ». (Reuters.)

COTE-D'IVOIRE : congrès extraordinaire de l'ancien parti unique. Le congrès extraordinaire du Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI), au pouvoir depuis l'indépendance, aura lieu, du 12 au 14 avril, à Abidjan, a annoncé, vendredi 5 avril, la radio natio-

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

La convention nationale du PS

M. Michel Rocard devait s'adresser, samedi 6 avril en fin de matinée, à la convention nationale du PS réunie à Cachan (Val-de-Marne) pour débattre du « nouvel ordre mondial ». La convention a pour tâche, aussi, d'arrêter les orientations du parti pour les mois à venir. M. Pierre Mauroy devait y défendre sa proposition d'avancer à la fin de l'année le prochain congrès, la décision sur cette question étant du ressort du comité directeur, qui se réunira en juin.

du PS vient plus d'un flou identitaire et d'un trouble stratégique ou d'un problème de stratégie que d'une "idéologie" courante. » La difficulté pour les socialistes, est de cristalliser un débat stratégique qui leur échappe largement et dont les clés sont dans la main du président de la République, principalement, et, secondairement, dans celle du premier ministre. Ce débat, faut-il dire, n'est pas de façon ouverte, l'esprit des débats de décisions pratiques qu'il s'agisse des négociations engagées au cas par cas par l'Union Matignon sur les textes soumis au Parlement — tantôt à la demande du centre ou de la gauche — ou de la solidarité financière des communes, tantôt vers le PCF, ou la Corse, ou du projet de réforme des modes de scrutin pour les élections régionales.

La formule retenue par le PS, qui consiste à transposer au niveau régional, mais dans le cadre du département, le système appliqué depuis 1983 pour les élections municipales, a l'avantage, après avoir des ses défenseurs, de poser devant les électeurs le problème des alliances : à droite, le RPR et l'UDF ; à gauche, le PCF et le Front national ; à gauche, les communistes devant choisir entre l'accord avec le PS ou le lien de leur présence avec les conseils régionaux de leur parti socialiste, « parti de la gauche », serait le principal bénéficiaire de cette formule. Cependant, il n'est pas sûr que celle-ci soit acceptable. Pour le PS, la droite étant hostile ou réservée, les élections régionales, qui y seraient

Cependant, il n'est pas
celle-ci soit acceptée au Parlement,
la droite étant hostile ou réservée,
et ceux des siens qui y seraient



favorables souhaitant que le cadre de l'élection soit la région au lieu du département. M. François Miterrand ne veut pas en entendre parler.

Dans ces conditions, le risque existe, pour le PS, de devoir aller aux élections de mars prochain avec le mode de scrutin actuel, la proportionnelle simple, qui aurait pour effet d'encourager la formation de « petites » listes et la dispersion de son électorat. Si la volonté du chef de l'Etat est de redistribuer les cartes de la « majo-

une clarification stratégique et à une remise en ordre interne? Les réponses à cette question sont diverses.

Vendredi soir, lors de la réunion des partisans de la motion 1 du congrès de Rennes, c'est-à-dire des amis de MM. Mauroy, Louis Mer-maz et Lionel Jospin, de nom-breuses questions ont été posées au premier secrétaire sur ses objectifs. M. Jospin a expliqué, en substance, que l'initiative d'avancer le congrès revient au premier secrétaire et qu'il lui était arrivé de le prendre lorsqu'il occupait cette fonction (pour le congrès d'avril 1987).

Cependant, le ministre de l'éducation nationale estime que, dans la situation actuelle, une telle décision ne peut avoir d'efficacité que si les dirigeants du parti — en clair les chefs des principaux courants — sont d'accord entre eux sur le résultat auquel ils veulent parvenir.

Les mandats de M. Fabius

M. Jospin mettait le doigt, ainsi, sur le problème posé par l'hostilité de M. Fabius à la proposition du premier secrétaire. Aussi, ce dernier s'est employé à corriger l'impression donnée par sa discussion du 3 avril avec le président de l'Assemblée nationale, en affirmant qu'il n'y avait pas eu véritablement d'affrontement entre eux et que, même si la conversation avait pris, parfois, un tour assez vif, la réponse de M. Fabius n'avait pas

été résolument négative. Il reste que les amis de celui-ci avaient publié, aussitôt après son entretien avec M. Mauroy, un communiqué dans lequel ils affirmaient ne voir « guère l'utilité d'un nouveau congrès » (le Monde du 5 avril). Quoi qu'il en soit, pour le premier secrétaire, dès lors que le congrès ne peut avoir lieu à sa date normale, qui coïncide, en mars, avec celle des élections régionales et cantonales, le choix est de le repousser à juin ou de l'avancer à décembre. Cette seconde solution a sa préférence.

Les fabiusiens soupçonnent M. Mauroy de faire ce choix pour des raisons de « cuisine » interne, ce dont le premier secrétaire se défend avec vigueur. Selon eux, en effet, un congrès réuni en 1991 se ferait sur la base des mandats de 1990, ce qui les priverait du bénéfice des adhésions qu'ils pourraient recueillir cette année. Au-delà de ces considérations mesquines, les amis du président de l'Assemblée nationale soupçonnent M. Mauroy de vouloir les piéger et faire un congrès exclusivement à son profit.

Ce soupçon n'est pas absent, non plus, de l'esprit de certains jospinistes. Aussi le premier secrétaire est-il encore loin d'avoir gagné cette partie, dont l'issue se décidera, en juin prochain, au comité directeur.

PATRICK JARREAU

**Pour se mettre
au courant
des socialistes**

SAVEZ-VOUS que les socialistes occupent le pouvoir en France depuis dix ans ? Les socialistes, parfaitement, ceux-là mêmes qui avaient fait si peur en 1981 et qui, selon les sondages, donnent tellement satisfaction maintenant. Il faut dire qu'ils ont bien changé depuis l'époque de l'union de la gauche et du programme commun. Songez qu'en 1969 le PS se définissait comme un parti révolutionnaire ! En 1980, il est un rassemblement qui a met le réformisme au service des espérances révolutionnaires.

Les socialistes ont donc changé, mais sans renoncer à leur diversité, laquelle reste conflictuelle : elle est, comme relancée par les stratégies successorales, ce qu'on n'en rend pas plus clair ni contenu. L'erreur serait de se laisser aveugler, comme les héritiers le font, par la perspective de l'après-mitterrandisme, car en arrière-plan de la guerre de succession, il y a aussi un parti le PS, tel qu'il se pollue, tant favorablement, tant défavorablement, à l'ombre du pouvoir. C'est lui que s'intéresse Annie Philippe et Daniel Huby. Au terme d'une enquête de plusieurs mois, ils en livrent une radiographie et en proposent un mode d'emploi.

Les deux auteurs ont étudié dirigeants, les adhérents, sympathisants, les courants vivés le fonctionnement du parti au niveau national et au niveau local, dans ses principales zones d'implantation. Cursus politique, données sociologiques, analyses comparées des diverses sensibilités, description des instances, présentation des décrets internes et visites sur le terrain cartographient à l'appui, l'un n'est pas de côté, ni les rivalités de sonnes ni les rivalités de viges dans le contrôle des comptes et des mécomptes financiers.

Nous enquêteurs apprenons beaucoup de clarté sur ce qui sépare les cinq principaux courants en montrant qu'ils s'opposent, au-delà de leurs différences, par le rôle qu'ils jouent à l'Etat dans la transformation sociale, au parti qui se situe dans la confrontation po-

Des diverses formes de démocratie, plus ou moins libérales et radicales, « *un thème* perçu comme culture et comme mode d'organisation économique », de la censure des mairies et mandats politiques aux grandes as-

**Pour se mettre
au courant
des socialistes**

présidentielles, on comprend que ce qui paraît diviser le PS, et souvent le divise, contribue aussi à le constituer.

Selon Annie Philippe et Daniel Hubscher, ses points de faiblesse sont peut-être ailleurs d'une part, dans l'incapacité d'avoir pris, faute de temps, relais d'un PC trop rapidement affaibli; d'autre part, dans succès gestionnaire acquis prix d'une crise d'identité. Le socialisme existe; il existe mais en plusieurs versions potentielles. Il lui reste, en somme, se retrouver dans une certitude minimale mais commune, sur ce qu'il est et ce qu'il fait.

L'histoire du PS depuis le congrès d'Epinyan, en 1919, nourrit un autre ouvrage, dans une perspective différente, celle de la succession de François Mitterrand et de la stratégie présidentielle. Cette dernière commande tout, selon l'auteur de l'«Après-Mitterrand. Eric Le Décoré...». Avec son corset idéologique majoritaire et le prédominance du fait présidentiel, la V^e République a transformé la PS en une grande formation électorale, mais le gaullisme essouffé, à ouvert la porte du populisme. Mais le même mécanisme institutionnel, sorte de machine à vapeur, a progressivement transformé la PS en une machine à vapeur nationale, le PS s'est transformé en une machine à sélectionner les candidats à l'élection présidentielle.

Après avoir tenu, en 1981, le rôle de médiateur entre le parti et le rendez-vous des élections, reprises, en 1981 et 1982, de la campagne électorale, depuis, les choses ont changé. « On ne s'en rend pas compte », dit-il, « mais on se sent que « le parti n'est plus le même ». C'est la chose du président ». Ses idées s'affrontent au nom de la liberté personnelle et, surtout, de la liberté d'expression, dehors de véritables engagements politiques. C'est cette évolution que le président raconte et analyse. Il observe que le PS a souffert de son succès. Il a vu, par exemple, le recrutement de la gauche, le recrutement du gouvernement socialiste, qui a opéré une sévère ponction dans les cadres du parti : d'

l'absence de ministres au bureau exécutif a appauvri la relation entre le pouvoir et la base militante. La guerre des courants, ouverte dès 1988, a achevé de réduire la PS à l'impuissance.

Redevenu parti de gouvernement, il est sous l'empire de ses élus plus que de ses militants, et, selon l'auteur, les baronnies et les parvenus y fleurissent, tandis qu'éclosent les compromissions.

et les affaires. Son substrat idéologique paraît assez versatile que ses résultats électoraux fluctuants. Tel est le champ clos dans lequel s'affrontent les héritiers. Eric Dupin décrit d'une manière alerte cette famille aînée de laquelle s'opposent trois enfants terribles, le fils choisisseur Laurent Fabius, le fils rebelle, Lionel Jospin, et le fils subit, Michel Rocard, sous les regards intrigués des « nouveaux de la gauche ». Il trace les portraits situation des prétendants à la succession et évalue leurs atouts et leurs défauts respectifs avec une maîtrise d'un expert du sérail.

livre une prouesse d'homme d'état d'avis et de jugements puisés à l'intérieur du parti, tout en conservant le recul de l'observateur extérieur.

Eric Dupin estime qu'actuellement les meilleures cartes à jouer entre les mains de Michel Rocard, sauf qu'il risquerait de perdre le bénéfice s'il confiait le portefeuille à des socialistes à un échec dramatique aux législatives de 1993.

Le problème, pour François Durand, qui n'a aucune expérience en matière d'une seconde cohabitation, est de savoir si le premier ministre aura le mieux ce cap d'écarter au PS, menacé de démission par un processus de délégitimation, il est à la choisir, l'auteur, entre deux de ses amis, persistant à considérer qu'une vague marque politique est préférable à une marque électorale ; l'autre, un socialiste, le conduisant à une nouvelle militance et à un nouveau réformisme. Ces orientations sont pas forcément incompatibles avec des ambitions stratégiques présidentielles, mais, sans doute, le rappor-

► **Enquête à l'intérieur du Parti socialiste**, d'André Dupin et Daniel Hubsch. Michel, 420 pages, 14 F.

Le « post-scriptum » des élus originaires du Maghreb

Il y a quelques semaines, ils retrouvaient leur terre natale pour une mission d'explication. L'émotion est toujours intacte.

Le président de la Conférence nationale des élus sociaux nationaux du Maghreb,

MS Georges Morin, devait rendre compte, samedi après-midi 6 avril, devant la convention nationale du PS, de la mission qu'il a conduite à Tunis, Alger et Rabat, du 7 au 12 mars pour prendre la mesure du fossé qui s'est creusé entre la France et les pays maghrébins depuis la guerre du Golfe. Nous avons sollicité, en guise de « post-scriptum », le sentiment des élus locaux socialistes qui l'accompagnaient lors de cette visite, vécue par la plupart d'entre eux comme un choc d'arrivés.

« En moi-même, Colin, disais parfois : *liez ou raison* ».

Nadia Hamagouch, conseiller municipal de Dijon, n'hésite pas à marquer de « *parano* » à propos de certaines des thèses défendues à Tunis, Alger et Rabat par vis-à-vis de l'attitude française vis-à-vis de l'Algérie. Elle s'appuie sur de nombreuses références à de Gaulle fréquentes elle les rejoint totalement sur la nécessité de régler une fois pour toutes la question algérienne dans le sens de la République. « *Ils ont raison, juge de leur. Nous tenons le bon chemin, passer dix ans. Il faut continuer, passer aux actes. Il faut aussi, en effet, qu'il y ait du fait plus, une mesure, ait deux poids et deux mesures* », souligne M. Said Merabhi, conseiller municipal de la commune de

« *donc pas jure* ».

« *la République du Sud avait construit* », souligne K. Magabab, conseiller municipal de Cergy (Val-d'Oise). « *Il y a l'urgence, car il y a un danger* », insiste Alain Charvillat-Mézard, conseiller municipal de Charleville-Mézières (Ardennes) : « *il y a danger parce que l'urgence passionnelle de la crise est l'urgence entre la France et les pays du Maghreb peut, paradoxalement, pousser ceux-ci à l'attitude de coopération avec l'Occident l'Espagne, mais avec les libéraux et les Britanniques, car ceux-ci ont dit commun avec eux.* »

La diplomatie officielle su-
sult ? Daniel Delmas, adjoint
maire de La Métropole, (so-

[illegible]

« La concordance des ambassades »

Le maire de Val-de-Reuil (Eure), Bernard Amselem, qui retrouvait, lui aussi, sa terre natale pour la

Tel est aussi le sentiment de Zaïr Kedadoudou, le jeune militant de France-Plus, à Tourcoing, qui « s'est senti » encore plus français qu'il n'est. « Les Algériens, les Marocains et les Tunisiens que nous avons rencontrés ont souvent fait preuve d'un anti-américanisme proportionnel à leur degré de connaissance des Etats-Unis, mais ils n'ont pas toujours tort de dire que les Français ne connaissent totalement le monde arabe, dit-il. C'est vrai pour les beaux comme pour les autres. Il faut faire un effort de chaque côté. »

Pied-noir, Fernand Belca, adjoint au maire de Châtigny-le-Royal (Sadne-et-Loire), a surtout été « touché », au cours des rencontres, par les responsa-

première fois, retient surtout, au delà de la « fracture profonde » créée par la guerre du Golfe de part et d'autre du Méditerranée, deux constats. « La Démocratie est en marche au Maghreb, notamment en Algérie. C'est la découverte importante que nous avons faite. Il ne faut pas décevoir ces populations. La crise a, aussi, provoqué une prise de conscience des Maghrébins. Ils se sont impressionnés par la résistance à l'invasion culturelle américaine. L'unité de la région se fait, et la France doit l'accompagner en accentuant sa coopération. »

« Cela implique, de la part de la France, ajoutent Henri Fiori et Habib Haana, élus municipaux de

Algérie, l'urgence de développer une professionnelle, l'union d'une nation ethniquement respectueuse de l'individu. »

Le mot de la fin ? Il est droit au « colonel », la mission, Hocine Chabane, au maire de Villeurbanne, qui a été « surpris » par la présence de ses interlocuteurs algériens et marocains, mais que le débat a parfois rendu personnel : « Je suis au lendemain de la mort d'un stérifié de ma double épouse. Grâce à elle, je les ai eus. »

aga-
tion
se. »
anne
t ne
é de
ec le
rim
l de
y a
ager,
uiller
nières
e que
se de
et les
xale-
opper
lie et
Amé-
est-à-
pas de

nivra-
sint au
aire-At-
sens,
mal le
par la
odes sur
ortions.
un peu
anais, il
mpte les
ghrébins
gur, « au
ntaire »,
exces de
qui déna-
« L'enjeu
s médias
ressus de
déjà des
s majeurs,
énaires. »
e partage
conseiller
eonne) :
de l'image
atellites et
s antennes
iculier en
ormais, de
s, l'intégra-
e et cultu-
image d'au-

revient de
doyen de la
aga, adjoint
ne (Rhône),
la *franchise* »
s tunisiens,
s, avec les-
s été « dur »,
e conclusion
'ai une fierté
e voyage : la
appartenance.
compris »

AIN ROLLAT

SOCIÉTÉ

Le projet de loi sur la « sécurité intérieure »

M. Michel Rocard veut en finir avec la guerre des polices

Le projet de loi relatif à la « sécurité intérieure » dont M. Michel Rocard a annoncé, jeudi 4 avril, le dépôt devant le Parlement est préparé de longue date par le ministère de l'Intérieur. Le texte vise à clarifier les compétences respectives de la police nationale, de la gendarmerie et des douanes, ainsi que des polices municipales et des sociétés privées de gardiennage.

Vendredi 5 avril, le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, a décidé de suspendre l'activité de la société de gardiennage Assistance-Sécurité. Employant le vigile qui avait tué un jeune homme, d'un coup de feu à la pompe, le 26 mars à Sartrouville, cette entreprise privée s'était déjà fait connaître des

services de police, un an plus tôt : armé d'un revolver, l'un de ses employés avait menacé un enfant de onze ans, soupçonné d'un vol à la tire dans un grand magasin de Rosny-sous-Bois. Depuis lors, Assistance-Sécurité n'avait fait l'objet d'aucune mesure de contrôle par les pouvoirs publics.

Pareille incohérence ne devrait plus être possible. Le projet de loi annoncé sur la « sécurité intérieure » permettra de « clarifier nettement les compétences respectives » de la police nationale, des polices municipales ou des sociétés de gardiennage, a précisé M. Rocard, dont la déclaration a été accueillie « avec satisfaction » par la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, organisation majoritaire chez les policiers en tenue).

L'idée n'est pas neuve. Elle mûrit depuis 1989, quand le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, appela de ses vœux une loi améliorant la coopération des services publics qui concourent à la sécurité intérieure (police, gendarmerie, douanes, notamment) et à définir les compétences des polices municipales et des sociétés privées de vigiles.

La surveillance du marché privé de la sécurité, qui répond aux besoins de protection des entreprises, des banques ou des centres commerciaux, sera ainsi renforcée. Avec près de 70 000 vigiles et gardiens, ce secteur s'est fortement développé au cours des dernières années. Ses effectifs, 1 600 sociétés, n'employaient pas l'équivalent d'un agent privé pour trois agents du service public (115 000 policiers et 90 000

gendarmes). La réglementation de ce secteur présente des lacunes que le ministère de l'Intérieur veut combler : l'autorisation administrative délivrée à ces sociétés devrait être régulièrement renouvelée et leurs dirigeants et employés devraient faire l'objet d'enquêtes de moralité.

Policiers municipaux sans armes

S'agissant des missions et du cadre juridique des polices municipales, dont plus de 2 600 communes se sont dotées, le ministère de l'Intérieur est décidé à suivre les grandes lignes du rapport remis, en mai 1990, par le préfet Jean Clauzel. Ce texte préconise de cantonner les polices municipales dans des missions « complémentaires » à celles de la police

d'Etat (à l'exception, notamment, de toute mission relevant de la lutte contre la délinquance). Faisant écho à ce rapport, M. Marchand se déclare opposé au port d'armes pour les policiers municipaux. A l'heure actuelle, environ 37 % de ceux-ci sont autorisés à porter une arme de poing.

Enfin, le projet de loi cherchera à atténuer les rivalités traditionnelles opposant gendarmes, douaniers et policiers. Au moment même où des méthodes soupçonnées de recourir à des méthodes illégales pour mieux concurrencer les policiers chargés de lutter contre le trafic de drogue sont incriminées à Dijon, le ministre de l'Intérieur ne demandait-il pas aux préfets, le 28 mars, de veiller à une coordination accrue des services de police, de gendarmerie et des douanes, en matière de lutte contre l'immigration irrégulière ?

Cela n'empêche pas M. Marchand d'être « très réticent » à toute reconnaissance de la qualité d'officier de police judiciaire (OPJ) à des douaniers.

La coopération entre gendarmerie et police devrait poser moins de problèmes. Ainsi la préparation d'une nouvelle carte de l'implantation des services de police et de gendarmerie, pour mieux répondre aux mouvements démographiques qui peuplent les zones urbaines, est-elle déjà bien engagée. Il est vrai que l'arrivée au ministère de la défense de M. Joxe, ardent partisan d'une harmonisation de l'utilisation des forces de l'ordre civiles et militaires, facilite les rapprochements entre la Rue Saint-Dominique et la Place Beauvau.

ERICH INCYAN

Les prolongements de l'affaire Chevignon

Des fournitures scolaires pourraient tomber sous le coup de la loi anti-tabac

Tandis que des députés demandent l'arbitrage de M. Michel Rocard, plusieurs actions en justice sont intentées contre l'accord conclu entre la Seita et la marque de vêtements Chevignon. Les papeteries Clairefontaine, qui ont aussi passé un accord avec Chevignon, pourraient voir leurs fournitures scolaires tomber sous le coup de la loi Evin.

On n'a pas fini d'entendre parler de l'affaire Chevignon, du nom de cette nouvelle marque de cigarettes de la Seita dont la récente commercialisation a provoqué une polémique mettant en lumière les profondes incohérences de la politique gouvernementale en matière de lutte contre le tabagisme. Quelques semaines seulement après la promulgation de la loi Evin visant à contrôler les actions publicitaires de tabac et de boissons alcoolisées d'origine industrielle, la Seita lançait cette nouvelle cigarette blonde à l'emblème d'une marque de vêtements qui connaît un vif succès depuis quelques années chez de nombreux adolescents.

Tout à tour, M. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, puis M. Michel Rocard, critiqueant avec vigueur cette initiative, le premier ministre allant jusqu'à dire que dans cette affaire la

Seita avait « carrément violé l'esprit de la loi ». « Cela n'est pas admissible et il y a donc mis bon ordre. » Plus d'un mois après cette mise au point, rien n'a été fait pour que, sinon « l'ordre », du moins une certaine cohérence politique puisse prévaloir. Mieux encore, une série de nouveaux éléments vient compléter une situation qui, si rien n'est fait, va rapidement évoluer vers un inévitable imbroglio commercial, politique et juridique.

Cahiers interdits ?

Sur le plan commercial, on découvre en effet aujourd'hui que la Seita n'est pas la seule société avec laquelle la firme Chevignon a passé des accords. C'est ainsi qu'en 1990 des accords de licence « a été établi un accord de licence » a été établi avec les papeteries Clairefontaine visant à reproduire la marque et les logos sur une série de produits (cahiers, carnets, agendas, etc., soit quarante références au total) destinés à l'usage scolaire.

On souligne au siège vossien de la société de papeterie qu'elle ne dispose pas de la connaissance, au moment du contrat, des liens préexistants entre Chevignon et la Seita. « Nous sommes très étonnés par les derniers développements de cette affaire », confie-t-on. Bien évidemment, nous allons nous entourer de toutes les précautions juridiques. Notre souci étant de ne pas nuire à l'image de notre société. Il nous semblerait que la meilleure solution serait

que Chevignon se désengage vis-à-vis de la Seita. Cette nouvelle donnée modifie notablement l'état des questions soulevées. Si rien n'était fait, assisterait en effet, via les fournitures scolaires de la papeterie Clairefontaine, à une double incitation à la consommation de cigarettes Chevignon, c'est-à-dire à une double violation de la loi Evin.

La cacophonie est aujourd'hui totale. Deux parlementaires des convictions politiques opposées, MM. Jean-Marie Le Guen (député PS Paris) et Charles Descours (sénateur RPR Isère) ont rendu publics, mercredi 3 avril, une lettre qu'ils avaient adressée ces derniers jours à M. Michel Rocard et dans laquelle ils affirment « être profondément choqués » par cette affaire demandant au plus vite « un arbitrage ». « Cette initiative menace gravement la politique de santé publique », écrit-il, « la volonté du gouvernement est de lutter contre le tabagisme, et il s'agit, grâce à une enquête de terrain, de réunir les preuves de l'infraction commentée-t-on au cabinet de M. Durieux. Au terme de

Pour sa part, M. Bruno Durieux, ministre chargé de la santé, indiquait récemment que M. Henri Nallet, garde des sceaux, avait « saisi le parquet » pour « diligenter une enquête de terrain ». Il s'agit, grâce à une enquête de terrain, de réunir les preuves de l'infraction commentée-t-on au cabinet de M. Durieux. Au terme de

notre réflexion juridique, nous avons bon espoir que l'action intentée par la chancellerie débouche de manière positive. C'est maintenant les tribunaux qui nous diront l'état du droit réel.

En d'autres termes, il semble que le premier ministre se refuse aujourd'hui à procéder à un arbitrage qui, si est vrai, pourrait conduire à un désaveu public de M. Michel Marchand, ministre du budget, seul membre du gouvernement à avoir soutenu, souvent de manière très provocante, les choix de la direction de la Seita.

Dans l'immédiat, trois actions judiciaires sont en cours. La première devant la juridiction civile, l'initiative de l'Union fédérale des consommateurs qui choisit, vis-à-vis de Chevignon, de dénoncer le contrat Chevignon-Seita, « dont le but est immoral et illicite ». La deuxième est intentée par la Ligue contre le tabac, qui a introduit un recours devant le tribunal de grande instance de Paris. Le Comité national contre le tabagisme, enfin, a introduit une action devant la juridiction pénale. Celle-ci pourrait, dans les faits, conduire à l'interdiction de la firme Chevignon de commercialiser ses produits sous cette marque, dans la mesure où ceux-ci équivalent à une publicité pour une marque de cigarettes. Les produits Chevignon, tout comme ceux des papeteries Clairefontaine, pourraient ainsi être frappés d'une interdiction. JEAN-YVES NAU

Des familles écossaises accusées de pratiquer des « rites démoniaques »

Satan aux Orcades

Neuf enfants, âgés de huit à quinze ans, ont été rendus à leurs familles dans les Orcades après leur avoir été retirés de force. Il y a cinq semaines. Le tribunal de grande instance de Kirkwall, la principale ville de l'archipel des Orcades, au nord de l'Ecosse, a décidé jeudi 4 avril de ne pas retenir les accusations de sévices sexuels, accomplis au cours de « cérémonies sataniques », qui avaient été portées contre leurs parents par les services sociaux locaux. Cette affaire bizarre a fait grand bruit en Grande-Bretagne.

LONDRES

de notre correspondant

A l'aube du 27 février, des responsables des services sociaux accompagnés de policiers se présentent au domicile de quatre familles de l'île de South Ronaldsay. Sans explication, ils emmènent sur le champ les neuf enfants et les confient à des familles d'adoption en Ecosse, sans possibilité pour eux de communiquer avec leurs parents. Ceux-ci, ainsi

que le pasteur presbytérien de l'île, sont interrogés par la police. La chasuble que revêt celui-ci lors des enterrements est saisie.

Le pasteur fait valoir qu'à soixante-trois ans, et avec ses rhumatismes, il serait bien incapable d'aller de nuit dans une carrière abandonnée et glacée pour s'y livrer à des danses rituelles accompagnées de chants en l'honneur de Satan, et encore moins d'y avoir une quelconque activité sexuelle, réussit à convaincre les policiers, mais les services sociaux interrogent sans relâche les enfants, en leur soufflant apparemment les réponses qu'ils souhaitent entendre.

Pressions inacceptables et « rapt légal »

Le juge du tribunal de grande instance de Kirkwall a fait part, jeudi, de son étonnement devant le faible nombre d'accusations. Les « mystérieuses accusations » incriminant des « rituels sataniques » de Michael Jackson, ou des « rituels de la comédie musicale le Fantôme de l'Opéra », d'Andrew Lloyd Webber. Les masques et les vêtements trouvés lors des perquisitions auraient pu servir lors de la fête d'Halloween. Il a surtout relevé

les irrégularités de l'enquête menée par les services sociaux. Il n'a été tenu aucun compte des démentis apportés par les enfants eux-mêmes.

Tout reposait en fait sur le témoignage de trois autres enfants d'une famille nombreuse de la même île, fortement perturbés et qui reçoivent un traitement psychiatrique. Le juge a estimé que les responsables des services sociaux n'avaient pas fait preuve de beaucoup de bon sens et avaient eu des pressions inacceptables sur certains enfants. « Plus tôt ils seront rendus à leurs parents, mieux cela vaudra », a-t-il conclu.

Plus d'une centaine de personnes les attendaient à leur départ de l'avion, jeudi soir, sur le petit aéroport de Kirkwall. Un petit aéroplane escortait les enfants et les parents. Les services sociaux et les parents avaient eu un entretien préalable par lequel a dû être protégé par la police. Ils réclament sa révocation et affirment que toute l'affaire était un « rapt légal ». Ils entendent désormais poursuivre leurs accusateurs en justice.

L'île de South Ronaldsay est une petite communauté de neuf cents

âmes. Les parents étaient des nouveaux venus, d'origine sociale plus élevée que la moyenne des habitants, qui avaient fui l'univers urbain pour vivre une existence plus proche de la nature. Peut-être plus style de vie a-t-il choqué leur voisinage et déclenché des calomnies ? Une autre explication est apportée par le Daily Mail. Ce qu'aurait révélé que deux des assistantes sociales impliquées dans l'affaire avaient assisté en novembre dernier à une conférence sur le braconnage organisée par M. Maustaniame Davies, une ancienne infirmière appartenant à une secte chrétienne fondamentaliste, qui s'est spécialisée dans la lutte contre les « rites démoniaques ».

L'opinion est d'autant plus troublante que ce genre d'affaires semble se multiplier. A Rochdale, près de Manchester, vingt enfants âgés de deux à seize ans ont été retirés à la fin de leurs parents au cours de l'année dernière. Dix d'entre eux ont été rendus à leurs familles, il y a un mois, lorsqu'il est apparu que les accusations reposaient sur des fantasmes d'un petit garçon de six ans qui passait son temps à regarder des films d'horreur sur le magnétoscope de ses parents.

DOMINIQUE DHOMBRES

Un médecin condamné, puis gracié

Le débat sur l'avortement est relancé en Espagne

La question de l'avortement soulève à nouveau les passions en Espagne. Le gouvernement, réuni en conseil des ministres, a gracié, vendredi 5 avril, cinq jours à peine après son entrée en prison, le gynécologue german Saenz de Santamaría, qui avait été condamné à quatre ans de prison pour une IVG considérée comme illégale par la justice.

MADRID

de notre correspondant

Cette décision intervient alors que l'affaire Saenz de Santamaría est en train de provoquer une polémique nationale qui divise à la fois la classe politique, les milieux judiciaires et l'opinion publique. Ce n'est pas la première fois que ce gynécologue connu, qui a milité durant de longues années pour la reconnaissance du droit à l'avortement, a maille à partir avec la justice : les descentes de police ont été légion dans sa clinique de Malaga, et il se trouve aujourd'hui impliqué dans sept procès différents.

Le cas qui vient pour la première fois de l'amener sous les verrous semble pourtant particulièrement clair : celui d'une petite fille forcée, depuis l'âge de huit ans, de subir les pratiques sexuelles d'un oncle quinquagénaire la menaçant de mort si elle révélait les faits. Finalement, en octobre 1984, dans la clinique du docteur Saenz de Santamaría, et se décide à dénoncer devant la justice son oncle, qui sera condamné par la suite.

Mais ce n'est que quelques mois plus tard, en 1985, que le gouvernement promulguera la loi autorisant la dépenalisation partielle de l'avortement. Aussi un tribunal de Malaga condamnera-t-il le gynécologue pour IVG illégale. C'est le début d'une longue bataille juridique. Le docteur fait appel, invoquant la rétroactivité de la loi, un concept applicable en matière pénale lorsque la nouvelle disposition est plus favorable que l'ancienne. Finalement, au début de cette année, le tribunal suprême, tout en admettant ce principe, n'en confirme pas moins la condamnation du médecin, mais pour un autre motif : la petite fille, assurément les juges, n'a pas été victime d'un viol, mais bien... de stupre, d'un viol, mais bien... de stupre. Or, la loi justifie l'IVG dans le cas du viol, mais ne fait pas allusion au stupre.

La décision du tribunal suprême provoque bien sûr le tollé. M. Saenz de Santamaría refuse de se présenter devant la justice, entre dans une semi-clandestinité, multipliant les déclarations et les conférences de presse. Ce n'est finalement que le 31 mars dernier qu'il se constitue volontairement prisonnier à Malaga. Tout porte à croire à ce moment que le gouvernement, visiblement très mal à l'aise face au scandale, va décréter un indulto, c'est-à-dire une mesure de grâce.

Mais la bataille juridique continue de plus belle. Une telle mesure

suppose, en effet, l'avis préalable du ministre public et du tribunal. Le procureur général de l'Etat, M. Leopoldo Torres, se prononce en sa faveur, mais le procureur en chef de Malaga, lui, s'y oppose, accusant carrément le gynécologue d'avoir « fait du délit son mode de vie ». Le tribunal de Malaga, lui aussi, émet une opinion négative : les mêmes juges qui n'excluaient pas la veille qu'une petite fille de huit ans puisse avoir « consenti » à des rapports sexuels affirmant cette fois que la même personne, à quatorze ans, n'avait pas l'âge suffisant pour « consentir » en connaissance de cause à un avortement.

Une interprétation restrictive de la législation

Si le gouvernement, comme la loi l'y autorise, a finalement passé outre à ces avis défavorables, cette décision d'indulto est toutefois loin de régler le problème de fond. La loi de dépenalisation de 1985 est particulièrement restrictive, puisqu'elle n'admet l'IVG que dans trois hypothèses : grave danger pour la vie de la mère, risque de malformation du fœtus ou viol. Dans la marge discrétionnaire aux gynécologues et aux magistrats.

Or, médecins et juges constituent en Espagne deux professions profondément conservatrices. Les premiers s'en tiennent, dans leur majorité, à une interprétation très restrictive de la loi, qui rend souvent impossible, surtout dans les petites villes de province, l'avortement, même les cas prévus par les textes. Les seconds, souvent accusés de mansuétude lorsqu'il s'agit de juger les abus sexuels dont les femmes sont victimes, se montrent, en revanche, d'une impitoyable sévérité lorsqu'il s'agit de se prononcer sur les avortements. Rien d'étonnant, donc, si l'on estime que les 73 000 IVG légales enregistrées en Espagne durant ces trois dernières années ne constituent qu'un faible pourcentage de la quantité totale d'avortements effectivement réalisés.

De plus en plus nombreux sont ceux qui considèrent qu'il appartient au gouvernement de mettre fin à son attentisme en clarifiant et en réformant la loi. L'hypothèse envisagée initialement par les socialistes, celle d'autoriser également l'IVG pour « raisons économiques », est toutefois de plus en plus critiquée, car une telle formulation donnerait sans doute lieu aux mêmes batailles d'interprétation.

Aussi la thèse d'une loi autorisant l'avortement à la seule condition qu'il soit réalisé dans des délais déterminés gagne-t-elle du terrain. Un membre du gouvernement, le ministre des affaires sociales, M. Mathilde Fernandez, vient pour la première fois de se prononcer publiquement sans détour en faveur d'une telle solution. Son collègue le ministre de la présidence, M. Virgilio Zapatero, a toutefois aussitôt assuré qu'il s'agissait là d'une « opinion personnelle », et que le gouvernement, actuellement, « étudie la question ».

THIERRY MALINIAC

CULTURE

MUSIQUES

La Mano Negra encercle Paris

Allant au-devant de son public, le groupe fait la tournée des banlieues

LA MANO NEGRA
à Nanterre

Cette idée de tournée des banlieues est venue toute seule, avant Sartouville, avant Vaux-en-Velin. La Mano Negra a toujours aimé les métaphores militaires et l'image d'un commando tournant autour de la capitale, de Nanterre à Montreuil, de La Plaine-Saint-Denis aux Ulis, comme les Indiens autour des chariots, ne pouvait que séduire le groupe. Et puis, à la veille de la sortie de leur nouvel album, *King of Bongos*, prévue pour les jours qui viennent, il leur fallait être là, sans tour à fait verser dans le rituel concert-interview-télévision qui accompagne d'habitude les publications des gros vendeurs. *Futa's Fever*, le deuxième album de la Mano Negra, leur premier pour Virgin, s'est vendu à plus de trois cent mille exemplaires.

Après un concert surprise sur invitation au Bataclan (les sirènes parisiennes restent irrésistibles), les choses sérieuses ont commencé jeudi 4, au gymnase Évariste-Galliois de Nanterre. Le principe de base n'a pas changé : le paroxysme permanent. Tout ce qui fait les faiblesses de la Mano Negra sur disque se transforme sur scène en arguments irréfutables : les idées qui s'évaporent dès qu'elles sont formulées, l'incapacité de construire dans le temps, les approximations dans le texte où l'excitation devient fluidité, énergie irrépressible, liberté de forme, générosité. Dans le gymnase de Nanterre, le son caveau défigure les nouvelles chansons, ne laisse surager que le *beat* qui ne s'arrête jamais. On pense avec les pieds, on s'en va, l'exercice critique n'est pas de mise.

Ce gymnase, fait pour la musique comme Cerveau pour le catch à quatre, accueille d'ordinaire les chocs gymniques des élèves du CES voisin. Ce soir, rien n'a changé. La moyenne d'âge du public de la Mano est à la baisse, collégiens et lycéens transparent, plus sans doute que pendant les cours d'éducation physique. Ils montent sur la scène pour se jeter dans le public, un chœur de jeunes filles scande le



YVES LEQUETTE

prénom de Manu Chao. A la sortie les parents attendent. Tout à l'heure, avant que les héros n'entrent en scène, une bonne partie de la salle a hué Little MC, la première partie, parce que c'est du rap. Pour comble de cette distance qui se creuse entre le groupe et son public, la Mano Negra rame à contre-courant, fait revenir Little MC au rappel, met en évidence la continuité entre le rock, le rap et le reggae, après la propagande par le

prénom de Manu Chao. A la sortie les parents attendent. Tout à l'heure, avant que les héros n'entrent en scène, une bonne partie de la salle a hué Little MC, la première partie, parce que c'est du rap. Pour comble de cette distance qui se creuse entre le groupe et son public, la Mano Negra rame à contre-courant, fait revenir Little MC au rappel, met en évidence la continuité entre le rock, le rap et le reggae, après la propagande par le

THOMAS SOTINEL

► Le 6 avril à 20 h 30 aux Magasins généraux de La Plaine-Saint-Denis avec Human Spirit. Le 7 à 20 heures à Champs-sur-Marne, gymnase Jean-Jaurès avec La Marabunta. Le 9 à 20 h 30 à Créteil, Palais des sports.

L'itinéraire en concert

Un programme, au Centre Pompidou, représentatif de ce groupe musical singulier

Les membres fondateurs de L'itinéraire (Hugues Dufourt, Gérard Grisey, Michaël Levinas, Tristan Murail, Roger Tessier) se sont décernés à eux-mêmes, avec le concours de quelques exécutants dévoués, un statut d'association à but non lucratif, qu'une partie de l'institution musicale leur marchandait depuis longtemps, par l'intermédiaire d'un numéro spécial de la *Revue musicale* paru en février (1). Comme s'il n'était pas absolument clair que L'itinéraire a succédé en 1973 au *Domaine musical* défunt en lui tournant résolument le dos ?

Le succès de ce mouvement n'est pas lié à l'avènement d'une esthétique commune, mais à la forte personnalité de chacun de ses chefs de file. L'unité viendrait plutôt de la variété des interprètes, qui ont contribué, par une souplesse et une disponibilité exceptionnelles, à la matérialisation de rêves acoustiques irrésistibles ailleurs. Aujourd'hui encore, c'est aux concerts de l'ensemble de L'itinéraire qu'il faut aller pour être sûr d'entendre ce qu'ont voulu les compositeurs.

Ainsi, le 4 avril, dans la grande salle grise du Centre Pompidou, le programme était-il assez représentatif par le choix des compositeurs, des œuvres, et la qualité de l'interprétation de ce qu'on peut appeler l'"esprit itinéraire". En ouverture, François Bouché (né en 1946) dirigeait l'une de ses œuvres les plus récentes (*Quasars*), pour sept solistes et dispositif électro-acoustique après une première partie un peu didactique, dans la mesure où l'on part de simples roulements *crescendo/diminuendo* non mesurés pour arriver progressivement aux sons à hauteur fixe en passant par le stade des contraintes puis des systèmes métriques. Dans la seconde partie, harmonie et mélodie enfin émancipées établissent un climat de véritable poésie. Le final, marqué d'abord par des sons ponctuels de plus en plus nombreux et variés, nimbés d'écho, comme une synthèse, est un dépassement de ce qui précède.

Au cœur du temps, du Canadien François Rose (né en 1959), offre de curieuses superpositions paral-

lèles de mélodies rapides, quasi tonales, qui produisent des phénomènes de brouillage inédits. De brèves séquences, transportées sans cesse, des rythmes syncopés et parfois très réguliers, confèrent à l'œuvre un certain tonus qui ne suffit pas néanmoins à soutenir durablement la tension.

La seconde partie du concert, entièrement dédiée à Gérard Grisey (né en 1946), ne proposait que des reprises, mais, précisément, des pages comme *Talea* ou *Jour, contre-jour* gagnant à l'être régulièrement. *Talea*, pour flûte, clarinette, violon, violoncelle et piano (1986), dont le titre signifie *Contour*, d'une exécution si périlleuse à cause des problèmes d'intonation et de justesse, aggravés par la rapidité du discours, était peut-être donnée pour la première fois telle que le compositeur l'a voulue, avec ses frottements de hauteur entre les instruments qui créent des tensions et des couleurs étranges. Grisey ne nous a guère habitués à une musique si alerte, si pleine de sève. Les mêmes interprètes, excellentement dirigés par Pascal Rophé, doivent l'enregistrer prochainement.

Des deux pièces contrastantes pour saxophone basse, *Amphis* et *Nout* (1990), fort bien rendues par Claude Delangle, la seconde, lente, avec des doubles sons et des intervalles non tempérés, est celle qui possède le charme le plus immédiat, pour reprendre le titre d'une

autre page de Grisey beaucoup plus ancienne. Cette fidélité à soi-même, qui ne verse pas dans le maniérisme, n'est rien d'autre que le style. Et la dernière œuvre de la soirée, *Jour, contre-jour* pour orgue électrique, treize musiciens et bande magnétique (1979), est du Grisey le plus caractéristique. Les sons enregistrés et ceux des instruments, amplifiés, fusionnent totalement ; la continuité d'une musique en perpétuelle mutation empêche d'objectiver ces impressions acoustiques raffinées et éphémères. On assiste à la naissance des sons, à leur épanouissement, à leur désintégration ; à la fin, le mirage s'évanouit, la sensation demeure. Seule l'analyse de l'œuvre peut nous convaincre qu'il y a derrière tout cela une organisation rigoureuse car, à l'audition, on voudrait croire que c'est le fruit d'une merveilleuse spontanéité collective (2).

GÉRARD CONDÉ

(1) *La Revue musicale*, numéros 421-424, 491 pages. Diffusée par l'itinéraire, 10, avenue du Noyer-Lambert, 91200 Massy. Tél : 49-40-03-68.

(2) L'itinéraire a demandé à Jean-Philippe Narjaro l'analyse de *Talea* et de *Jour, contre-jour*.

THÉÂTRE

Rêve noir

La fin de l'époque baba et de la non-violence

MARTIN LUTHER KING Jr
ou Théâtre de la Bastille

Martin Luther King Jr était noir, pauvre, et voulait lutter contre la ségrégation, contre tous les racismes, toutes les inégalités, par les voies constitutionnelles. Il a été assassiné le 4 avril 1968 - deux mois avant Robert Kennedy. C'était la fin de la non-violence, des utopies fraternelles, qui avaient quand même réussi à déstabiliser l'opinion américaine, et occidentale, pendant la guerre du Vietnam.

Isaac de Bankolé - King - et Hamidou Graïa - metteur en scène, qui joue également Ralph Abernathy, son compagnon de lutte - font revivre le personnage à partir de quelques sermons et de plusieurs biographies. Plus précisément, ils cherchent à rappeler ses idées généreuses, le personnage n'apparaissant qu'à travers des ragots sur ses appétits sexuels et son honnêteté. A travers aussi ses indignations, sa révolte, mais alors, tout de suite, l'individu s'efface derrière le leader, le rhétoricien virtuose. Plus qu'un être humain, il demeure, en dépit de la présence très forte de Bankolé, un porte-parole.

Le retour à ce qui paraît être un moment où l'histoire aurait pu prendre une autre route semble

préoccuper les gens de théâtre. Ils pensent la plupart du temps analyser ainsi ou comment le « mal » a gagné. Il est difficile pourtant d'écrire le ressassement a-sociologique.

Certes, on ne peut qu'être d'accord avec la lutte de Martin Luther King Jr contre toutes les exclusions et les injustices sociales. Mais les arguments présentés ici, qui partent de la foi chrétienne et y reviennent sans cesse, paraissent schématiques et sans poids aux esprits mécontents, il en reste, malgré l'envahissement de la mode religieuse.

Les autres personnages, sa femme (Nicole Dogne), les Blancs (Robert Jaurès), les Noirs (Alex Descas), ne sont là que pour contribuer à la démonstration. Isaac de Bankolé se donne avec ferveur à ses discours. Les acteurs sont d'ailleurs très bien, la mise en scène est sobre, les déplacements simples et efficaces, le rythme du spectacle est souple et nerveux, l'espace très bien habité, quelques projections sur un écran définissent les lieux, mais on a l'impression de revenir au temps du théâtre à thème. Après tout, certains aiment.

COLETTE GODARD

► Du mardi au samedi à 19 h 30. Dimanche à 15 heures. Tél : 43-87-42-14.

Seul(e) en scène

Chaque année, parmi les propositions qui lui parviennent, Pierre Samini en reçoit un grand nombre qui concernent des spectacles à un seul personnage. C'est pourquoi le Théâtre des Boucles de la Marne, qu'il dirige à Champigny, organise un mini-festival appelé *Seul(e)* en scène.

Du 7 au 14 avril, dix pièces dont la cohérence tient au genre - un comédien, un texte, et un décor réduit à quelques éléments - vont se succéder : *Le Dernier Jour d'un condamné*, d'après Victor Hugo, par Thierry Monfray ; *La Chute*, d'Albert Camus, par François Chaumette ; *Le Contrabasse*, de Patrick Süskind, par Michel Fontayne ; *Calamity Jane*, de Martha Jane Cannary Hickok, par Anny Romand ; *Stratégie pour deux jambons*, de Raymond Cousse, par l'auteur...

EMMANUEL DE ROUX

(1) Aujourd'hui, c'est le Conseil économique et social qui siège dans le bâtiment de Perret.

► Espace Art Défense-Galerie de l'Esplanade à la Défense. Jusqu'au 2 juin.

Les pièces à un seul personnage se sont développées ces dernières années pour des raisons financières, mais pas seulement. Elles tiennent aussi au désir des artistes de renouer des liens plus directs entre l'auteur et le public. Interprètes et conteurs à la fois, les comédiens regrettent l'intimité des veillées d'autrefois. Un débat permettra à chacun de s'exprimer sur le devenir artistique et littéraire des monologues de théâtre. Ce sera la seule fois au cours du festival où plusieurs voix pourront se faire entendre ensemble.

FRANCIS GOUGE

► Théâtre des Boucles de la Marne, Centre Gérard-Philipe, 54, boulevard du Château, 94500 Champigny. Tél : 48-80-90-90.

► Festival de Fécamp. - Jusqu'au 14 avril, la ville de Fécamp est investie par un festival de théâtre - le quatrième - appelé « Les Défilantes », conduit par Jacques Livchine et sa compagnie de l'Unité. Il est fondé sur des spectacles d'im-

provisations, avec Gustave Park, Philippe Cohen (*Le Cid improvisé*) et Francis Vidil.

► Renseignements : Centre culturel de Fécamp, 54 rue Jules-Ferry, 76400 Fécamp. Tél : 35-25-22-81.

PATRIMOINE

Musées en caisses

Les Travaux publics refont surface. Les plans-reliefs sont toujours en boîtes

UN MUSÉE RETROUVÉ
à la Défense

Dans un de ces sous-sols dont la Défense a le secret, trente-cinq maquettes sont exposées. Les plus anciennes datent du dix-huitième siècle. Les plus récentes ont été exécutées au début des années 50. Toutes ont pour thème les grands travaux - un sujet à la mode. La mise en scène est sobre et met en valeur une série de ponts, d'époques et de matériaux divers, à différentes étapes de leur construction : ponts parisiens d'Iéna, de la Concorde et de Bercy, pont sur le canal de Bourgogne, pont Neuf de Toulouse, pont d'Avignon. Certaines évoquent des ouvrages disparus (barrage de la Tuillière sur la Dordogne) ou modifiés (l'endiguement du triangle autoroutier de Roquencourt).

D'autres sont de véritables plans-reliefs qui permettent de mesurer le bouleversement des paysages en quelques décennies : la déviation de La Fère, petite ville encore entourée de ses fortifications vers 1938, ou le débouché du tunnel de Saint-Clément, œuvre des ingénieurs de la III^e République agonisante, particulièrement fiers de l'intégration de leurs travaux aux constructions plus anciennes aujourd'hui noyées sous un médiocre béton.

La vitrine
de l'ingénierie française

On passe de l'Égypte (le plan-relief de la ville de Port-Tewfik sur le canal de Suez) au Tonkin (le barrage du Day), des caissons de Saint-Nazaire au Paris, paquebot niché dans son radoub du Havre.

Ces pièces éparpillées destinées à éduquer, à informer et à exalter le savoir-faire français ont acquis, le temps passant, une autre dimension : elles sont devenues les éléments d'un puzzle, celui de notre mémoire technique et industrielle.

Ce sont également les rescapées d'un musée - celui des travaux publics - mis en caisses en 1955, et dont le sort est significatif. L'établissement avait connu des jours fastes. Inauguré par le président de la République Albert Lebrun, en 1939, il était le dernier-né de la grande vague muséographique des années 30, la vitrine de l'ingénierie française. Le ministère des Travaux publics en avait confié la construction à l'architecte Auguste Perret qui signa là, place d'Iéna, un de ses chefs-d'œuvre, quoique inachevé. Dans cet hymne au béton, seront exposées les maquettes des grands équipements, régulièrement renouvelés.

En 1954, l'Ecole nationale des ponts et chaussées se sépara de sa célèbre galerie de modèles réduits. Une centaine de pièces vont enrichir les collections. Pas pour longtemps. L'année suivante, l'Assemblée de l'Union française, à la recherche d'une adresse, se fait attribuer le bâtiment (1). Expulsé, le musée est mis en caisses en attendant des jours meilleurs.

Certaines d'entre elles sont récupérées par la SNCF, la RATP ou le service des Phares et Balises. D'autres échouent au port de Bonneuil où elles subissent deux inondations successives, avant d'être entassées - voire broyées - dans un entrepôt du quai d'Austerlitz. Elles y resteront jusqu'à cette année. Les efforts de Bertrand Lemoine et de Jean Mesqui les tireront de ce cul-de-basse-fosse. Elles sont aujourd'hui dans un local situé à la Défense.

Un inventaire a pu être fait pour la première fois depuis quarante ans. Sur trois cent soixante éléments, cent quatre-vingt-dix ont pu être sauvés. Les autres se sont évaporés dans la nature. Ainsi la reproduction du viaduc de Garabit au 1/100 - 5 mètres de long - prêtée au Palais de la découverte n'a jamais été retrouvée. On a signalé sa présence du côté de Turin... Mais outre les dispari-

tions, 10 % des collections ont été irrémédiablement détruites au cours de leurs pérégrinations et 30 % d'entre elles sont sérieusement endommagées. Que faire de ce musée en miettes ? Où l'installer ? La Défense est riche en entrepôts aménageables, affirmant les plus optimistes. Encore faut-il l'accompagner d'un projet. Il n'est pas question de le ressusciter *in extenso*. Le concept muséographique d'avant guerre a fait son temps. Sans doute faudrait-il concevoir un espace qui pourrait accueillir, à partir d'un fonds permanent enrichi par des dépôts réguliers, des expositions temporaires autour de thèmes comme *Un canal, des canaux* monté naguère à la Conciergerie avec des éléments venant d'ailleurs de cette collection. Celle-ci pourrait également s'intégrer à un projet plus ambitieux, comme ce grand musée d'architecture, serpent de mer caressé par plusieurs ministres et toujours resté à l'état de pieuse intention.

La triste histoire
des plans-reliefs

Mais la triste histoire de ces caisses baladeuses rappelle inévitablement une autre institution, en passe de prendre le même chemin en dépit de dénégations répétées. Il s'agit des plans-reliefs des Invalides. Après avoir fait couler beaucoup d'encre, cette collection, elle aussi en caisses, sombre dans l'indifférence. Une partie de ses éléments - dix-neuf plans-reliefs - est à Lille. Ils sont logés au Musée des beaux-arts de la ville. Quatre « villes » ont été remontrées le temps d'une exposition. Le temps de constater aussi qu'elles avaient fort mal supporté le voyage. On doit les caser dans les sous-sols du bâtiment, dont les aménagements nécessitent de lourds travaux.

Quel parti le conservateur, avec la meilleure volonté du monde, pourra-t-il tirer de cette collection qui lui a été imposée ? Collection

fragmentaire, loin des archives qui la fondent, privée de ses restaurateurs, elle sera réduite à l'état de gadget municipal ou régional. Ce qu'elle n'est justement pas. Chaque maquette est un instantané qui saisit la ville (et nous permet d'en comprendre les structures encore visibles dans bien des cas), la plaine, les montagnes, les vallées ou le littoral voisin.

Comme ces instantanés ont été pris à des dates qui s'échelonnent sur deux siècles, ils sont devenus les supports inégaux d'une réflexion sur la mutation urbaine et la transformation du paysage de la fin du dix-septième siècle au milieu du dix-neuvième siècle, de Maastricht à Rome en passant par Anvers, Metz, Strasbourg ou Perpignan.

Réflexion qui devrait en toute logique conduire à la création d'un espace consacré à l'urbanisme sous toutes ses formes - architecture comprise. Il faciliterait la conservation de ce type d'archives (en deux ou en trois dimensions) avant leur destruction ou leur rachat par un quelconque Getty Trust. Mais on retombe sur le fameux serpent de mer déjà évoqué. Le ministère de la culture pourrait néanmoins commencer par le plus facile : éviter que ces plans-reliefs, d'autant plus chargés de symboles qu'ils ont été conçus comme des œuvres d'art, ne soient dispersés aux quatre coins de la France.

Il serait peut-être temps de réfléchir sereinement, en dehors de toute polémique, à l'usage que l'on peut faire de ces lambeaux de musées condamnés à végéter dans des sous-sols humides.

DÉBAT

Décentralisation : l'enjeu

par Yves Galland

J'ai été pendant deux années la cible au ministère des collectivités locales d'une opposition systématique des socialistes et des communistes sur les projets de loi que je proposais au nom du gouvernement de Jacques Chirac. Ces lois ont été votées par la majorité UDF-RPR de l'époque et le gouvernement de Michel Rocard les a conservées et mises en œuvre tout simplement parce qu'elles étaient nécessaires et correspondaient à des besoins évidents des collectivités locales.

Ayant trop souffert à l'époque du manichéisme politique, je n'ai pas eu l'intention, par expérience et par tempérament, de pratiquer une opposition sectaire sur les projets de loi concernant la solidarité financière entre les communes et l'administration territoriale de la République.

Cette réforme part d'une analyse que je ne conteste pas : il y a à l'évidence des disparités et des injustices financières et fiscales dans notre actualité système de financement des collectivités locales, mais elle propose un remède critique dans ses modalités et extraordinairement dérisoire face à la grave inadéquation de nos mécanismes décentralisés.

De fait, il n'est pas douteux que des inégalités existent pour les contribuables locaux en fonction de leur lieu d'habitation. Les raisons en sont multiples. Des handicaps naturels existent dans certaines banlieues mais aussi pour la quasi-totalité de nos 30 000 communes rurales.

L'élément humain a, lui aussi, son rôle. Certes, le dévouement de nos 517 000 élus locaux est évident et la scrupuleuse honnêteté de la quasi-totalité d'entre eux ne l'est pas moins. Mais leurs capacités en tant qu'administrateurs et leurs conceptions plus diverses, gestion sont à l'évidence beaucoup plus diverses.

Face à cette situation, deux mots d'ordre devraient commander la réforme nécessaire du financement des collectivités locales : la solidarité nationale et la responsabilisation.

La solidarité nationale. Elle s'impose à l'évidence et ce devrait être le rôle quasi exclusif des transferts de l'Etat aux collectivités locales. Nous en sommes loin. Pour l'année 1991, les transferts de l'Etat aux collectivités locales seront de 228 milliards de francs, soit 29 % du budget national et le tiers de celui des collectivités locales.

Une double anomalie est dès lors évidente. Dans un système d'une complexité rare, l'Etat verse à l'ensemble des collectivités locales des dotations qui ne peu-

vent pas être adaptées à l'évolution des situations. Dans un ensemble budgétaire colossal, la part de solidarité indispensable est noyée.

Responsabilisation de chaque collectivité locale. Un autre vice du système actuel vient de son évidente déresponsabilisation. Les polémiques sont fréquentes et le citoyen n'est pas vraiment à même de porter un jugement sur sa fiscalité locale, ne sachant pas quelle part doit être imputée à une insuffisance des dotations de l'Etat à sa collectivité ou à la gestion de ses élus.

C'est pourquoi, de mon point de vue, il n'est que temps de tirer les conséquences logiques de la décentralisation. Les lois de 1982 ont transféré des compétences de l'Etat aux collectivités locales. Les lois futures doivent permettre à celles-ci d'assurer ces responsabilités avec une fiscalité autonome. Chaque niveau territorial lève des impôts dans un système désormais transparent. Et que le budget de l'Etat ne conserve que la responsabilité d'aides sélectives à des collectivités territoriales défavorisées définies en fonction de critères simples, précis et incontestables.

Une réforme d'une telle ampleur qui s'avérera de plus en plus indispensable doit être menée de façon réaliste. En ayant la volonté réelle de bâtir un nouveau système fiscal qui n'augmente pas la masse des prélèvements obligatoires mais en modifie seulement la répartition entre l'Etat et les collectivités locales.

En prenant conscience de l'extrême difficulté de l'entreprise qui nécessitera un délai important pour s'assurer que la nouvelle fiscalité française soit juste, économiquement responsable et viable sur le long terme. En sachant qu'une telle entreprise d'intérêt national ne peut être menée que dans la durée, au fil des années, sur la base d'un large consensus politique, alternance, sur la base d'un large consensus politique préparé avec le comité des finances locales et une commission créée pour la circonstance.

Puisse ce message être entendu. Car la réussite de cette décentralisation est un formidable enjeu pour ce pays qui va bien au-delà des réformes ponctuelles et des querelles politiciennes. Le citoyen contribuable s'y retrouvera et la démocratie aussi.

Yves Galland est président du Parti radical, ancien ministre délégué aux collectivités locales.

AGENDA

► Développement local et démocratie. - L'Association nationale pour le développement local et l'institut de la décentralisation organisent, le 12 avril à l'Assemblée nationale, en présence de Laurent Fabius, Jean-Pierre Soisson et Jacques Chirac, un forum sur le thème « Récupérer les territoires pour un renouveau de la démocratie ». Jean Gatel, député du Vaucluse, et Rosa-Marie Antonicelli, déléguée nationale de la Fondation France-Liberté, participeront aux débats de cette journée.

► Renseignements et inscription : ANDLP 30, rue René-Boulanger, 75010 Paris; Institut de la décentralisation, 2, rue des Longs-Prés, 92100 Boulogne-Billancourt.

NOMINATIONS

► Maurice Caron, nouveau secrétaire général de Boulogne-sur-Mer. - Depuis le 1^{er} mars, Maurice Caron est secrétaire général de la mairie de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).

(Agé de quarante-huit ans, M. Caron a été secrétaire général de Montmélian (Savoie) de 1971 à 1974, de Bar-sur-Aube (Aube) de 1974 à 1977, puis de Joigny (Yonne) jusqu'à cette année.)

PUBLICATIONS

► Les Pays-Bas français. - Sous le titre générique Les Pays-Bas français, la fondation flamando-néerlandaise Une Erfdiel a réuni pour la première année consécutive seize études thématiques portant sur le nord de la France et sur ses relations avec les Flandres belges et les Pays-Bas. Publié en français et en néerlandais, cet ensemble de textes variés (la rénovation urbaine à Lille, Roubaix et Tourcoing; l'enseignement néerlandais en France; l'histoire du mouvement flamand dans l'Hexagone; l'orfèvrerie dunkerquoise) offre un bon aperçu

du puzzle complexe - historique, économique et culturel - qu'est « l'identité nordiste ».

► Une Erfdiel Rijvoortshoof 265 NL-4541, Raamsdonkveer 200 F.

► Le Trombinoscope des régions et des départements. - Après le surcoût, qui ne fait que se confirmer au fil des rééditions, de son « Trombinoscope » du Parlement et du gouvernement, la Gazette du Parlement publie un « Trombinoscope des régions, des départements et des DOM-TOM ».

Dans un fort volume de 665 pages et selon un classement des départements par régions, figurent non seulement la liste des conseillers généraux et des conseillers régionaux, avec leur étiquette politique, mais aussi les photos des membres des bureaux des assemblées départementales et régionales, des principaux collaborateurs de leurs présidents, des préfets et sous-préfets. Un instrument d'autant plus utile pour tous ceux qui ont besoin de trouver leur chemin au milieu des nouveaux pouvoirs locaux qu'un précieux index permet de s'y retrouver facilement.

► La Gazette du Parlement, 286, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. 300 francs.

► Un guide pour créer un journal municipal. - La Fondation pour la gestion des villes ne s'est pas contentée d'effectuer une vaste enquête auprès de plus d'une centaine de villes sur le façon dont elles avaient créé et géré un périodique municipal, elle apporte aussi un grand nombre de renseignements pratiques (formules juridiques, équipe rédactionnelle, budget...) à ceux qui souhaitent mieux connaître la communication écrite d'une municipalité.

► La Presse municipale. Editions Berger-Lavault. 150 pages, 380 francs.

► Tout savoir sur les dirigeants et les décideurs. - Les experts de la Fondation pour la gestion des villes ont recensé quinze mille noms de responsables politiques et administratifs dans la deuxième édition de leur guide, qui présente également l'organigramme détaillé des régions, des départements et des principales villes avec leurs

filiales (SEM, CCI, associations, organismes économiques...) ainsi que des données statistiques sur chacune d'entre elles. Les structures intercommunales, plus importantes, les universités, les centres de recherche, les grands organismes publics font l'objet de chapitres détaillés. Tous les noms de personnalités, de collectivités et d'organismes sont classés dans des index.

► Guide des dirigeants et des décideurs des collectivités locales, près de 700 pages, 1 150 francs. Editions Berger-Lavault. BP 50, 54840 Velaine-en-Haye.

► Finances locales. - Cet ouvrage didactique présente les principes liés aux finances des collectivités locales en matière de dépenses, ressources, budget et trésorerie. Il est préfacé par Pierre Richard, président du Crédit local de France, et rédigé par Jean-François Copé, administrateur-chef à la Caisse des dépôts et consignations, et François Werner, inspecteur des finances. Coédité par le Centre national de la fonction publique territoriale et les éditions Economica, il est destiné aux étudiants mais aussi aux fonctionnaires ou aux élus locaux.

► Ed. Economica, 213 pages, 95 francs.

► Guide statistique de la fiscalité directe locale 1990. - Ce document publié, chaque année par la DCL, propose une série d'éléments chiffrés susceptibles d'éclairer les choix des élus locaux pour 1991 (vote des taxes, niveau des abattements en matière de taxe d'habitation...). Il leur permet de comparer la situation de leur collectivité avec celle des autres de même taille.

► Documentation française, 21, quai Voltaire, 75340 Paris. 65 francs.

► Transports urbains. - Le Centre d'études des transports urbains (CETUR) vient de publier un dossier - Les Dispositifs anti-stationnement - qui analyse les pratiques de 285 villes et propose un certain nombre de recommandations.

► 29 pages, 50 francs. En vente au CETUR, 8, avenue Aristide-Briand, 92220 Bagneux (16-1) 46-57-11-47.

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

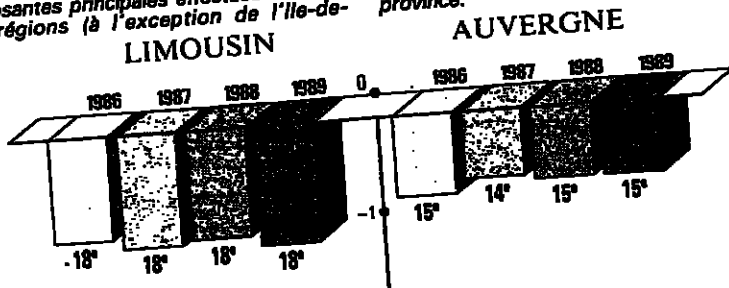
« LE MONDE »/ECONOMIE/INSEE

Le dynamisme économique des régions

Le Monde a demandé à l'INSEE de tenter une représentation synthétique de quelques aspects de la situation économique des régions françaises depuis 1966.

Quatre variables ont été retenues et combinées entre elles pour aboutir à un indicateur synthétique. Le poids affecté à chacune d'elles résulte d'une analyse en composantes principales effectuée sur l'ensemble des régions (à l'exception de l'île-de-France et de la Corse exclues).

France et de la Corse que leurs caractéristiques diffèrent trop des autres régions). Ces variables sont les suivantes : valeur ajoutée par habitant (pondération + 0,83); salaire moyen (pondération + 0,14); taux de chômage (pondération - 0,19); taux de création d'entreprise (pondération + 0,03). Le niveau zéro de l'indicateur synthétique correspond par construction à la moyenne des régions de province.



Le chiffre porté en-dessous du graphique donne le classement de la région suivant l'indicateur proposé (île-de-France et Corse exclues)

LIMOUSIN: 19^e

Le Limousin n'est pas avantagé par les critères retenus ici pour mesurer la santé économique des régions. Alors que ses atouts résident plutôt dans la qualité de la vie et un tissu économique formé de petites et moyennes entreprises, l'indicateur synthétique prend en compte la richesse et les performances économiques.

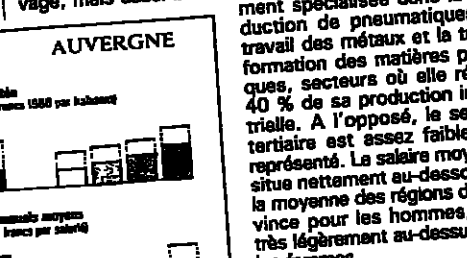
Or le Limousin est handicapé par la vétusté de son appareil productif, des infrastructures de communication inadéquates et une faible qualification des salariés. La représentation des secteurs d'activité est également défavorable : le secteur tertiaire, notamment le commerce et les services marchands aux entreprises est peu développé, alors que le poids de l'agriculture reste très fort, avec 15 % des effectifs. Tout cela fait du Limousin, la région française où la productivité du travail (valeur ajoutée par emploi) est la plus faible.

Le niveau des salaires est également faible, particulièrement dans l'industrie et le bâtiment. Dans le revenu des ménages, cette faiblesse est compensée par l'importance des transferts sociaux venant principalement de la branche vieillesse et du régime agricole.

Les structures démographiques (faible proportion des adultes en âge de travailler) et économiques (poids du secteur agricole) permettent cependant à la région d'être relativement épargnée par le chômage, dont le taux se situe à environ deux points au-dessous de celui des régions de province.

AUVERGNE: 15^e

La valeur ajoutée par habitant est sensiblement plus faible en Auvergne que dans les autres régions de province, de l'ordre de 7 %. Cet écart s'explique par une faible productivité du travail, mesurée par la valeur ajoutée par emploi occupé, alors que le taux d'activité est légèrement plus élevé en Auvergne et que le taux de chômage y est moindre. Pourtant, de 1968 à 1989, la position de l'Auvergne s'est plutôt améliorée, la région ayant profité de la vive reprise dans les biens intermédiaires et de la progression de sa valeur ajoutée agricole. Région d'expansion de la production de pneumatiques, la production de métaux et la transformation des matières plastiques, secteurs où elle réalise 40 % de sa production industrielle. A l'opposé, le secteur tertiaire est assez faiblement représenté. Le salaire moyen se situe nettement au-dessous de la moyenne des régions de province pour les hommes, mais très légèrement au-dessus pour les femmes.



Malgré un taux de chômage un peu inférieur à la moyenne de province, l'indicateur synthétique calculé ici place donc l'Auvergne dans un rang assez médiocre par rapport aux autres régions françaises.

De 1982 à 1990, l'Auvergne a perdu 11 500 habitants, sous l'effet cumulé d'un excédent des décès sur les naissances, et d'un déficit migratoire.

Coalition des villes anti-termite

Suite de la page 13

Mais les chercheurs semblent surtout aujourd'hui se pencher vers la technique des appels empoisonnés (bait-blocks), qui permettrait, en infectant les insectes nourrisseurs, de détruire les termites vivrières, directement responsables des dégâts. De son côté, l'association des villes pour la lutte contre les termites envisage la création, lors de sa prochaine réunion en avril d'un Conseil scientifique et technique, afin de stimuler les recherches effectuées dans ce domaine. Sont pressenti Lebrun et Vieau de la faculté de Nantes et le professeur Clément, du CNRS de Marseille.

Protéger les citoyens

Pour l'association présidée par M. Jean-Pierre Camoin, et dont le siège social se trouve en mairie d'Arles, il convient certes d'encourager cette pratique des barrières chimiques, afin d'isoler les bâtiments atteints, pour tenter de prévenir le phénomène. Informer sur les modes de contamination, les moyens de déplacement des insectes (essaimages ou boutures), les zones à risque (habitations humides et surchauffées), etc. Informer sur les erreurs à ne pas commettre : « A Maisons-Alfort par exemple, les termites ont été importés avec les gravats qui ont servi de remblais pour l'autoroute », explique M^{me} Serment, du CTBA.

L'association vise enfin à promouvoir un cadre légal, réglementaire, à même de mieux protéger les citoyens. « Il est trop facile de vendre une maison complètement termitée », explique M. Alain Ricard, conseiller municipal et délégué à la prévention des risques naturels et technologiques de la ville d'Arles. Notre objectif est de pouvoir informer et sensibiliser les populations par l'intermédiaire des certificats d'urbanisme, des permis de construire et de démolir, des déclarations d'intention d'alléger. Est ainsi envisagé de rendre obligatoire, pour toute délivrance de permis de construire, un certificat de non infestation préalable. De même, l'association voudrait ren-

dre possible la mention des zones termitées sur les plans d'occupation des sols.

D'ores et déjà, des municipalités comme La Rochelle, Angoulême, Charenton-le-Pont, Alfort ou Bordeaux, et des départements comme les Deux-Sèvres, la Vendée et la Charente-Maritime ont pris des arrêtés en ce sens, instaurant comme préliminaire à toute opération immobilière la présentation d'un certificat de non-infestation par les termites. « Le problème est qu'à l'heure actuelle, ces arrêtés sont juridiquement inattaquables devant les tribunaux administratifs », explique Jean-Pierre Camoin. C'est pourquoi nous voulons obtenir au plus vite une loi, afin de fixer tout cela et de disposer enfin des moyens juridiques à même d'enrayer le phénomène. »

Crainte d'effrayer les investisseurs fonciers ? Simple refus d'admettre une réalité incontournable ? Seule une dizaine de communes a, pour l'instant, suivi le mouvement impulsé par la ville d'Arles. « Trop de municipalités privilégient la politique de l'autruche et ne veulent pas admettre qu'elles sont bien les victimes des termites », accuse M^{me} Serment, du CTBA.

Mais d'ici sa prochaine réunion, courant avril 1991 à Bordeaux, l'association devrait prendre du poids, les adhésions d'une quinzaine de villes, Lyon, Angoulême, Avignon, Casis, Istres et La Rochelle, entre autres, étant en négociations.

OLIVIER LUCAZEAU

TECHNIQUE

La santé au kiosque

DES « espaces santé » devraient s'ouvrir prochainement dans plusieurs grandes villes. Ces petits bâtiments d'environ quinze mètres carrés recevront les personnes désireuses de s'informer sur les problèmes de santé. Des assistantes sociales ou des représentants d'associations agréées par le Comité français d'éducation pour la santé répondront aux questions sur les risques, les moyens de prévention, les démarches à effectuer.

Mais le public pourra également obtenir des réponses à ces questions en interrogeant une borne interactive. Par l'intermédiaire d'un écran tactile, il est en effet possible d'obtenir des informations sur toutes les maladies ou problèmes de la vie quotidienne. Pour chacun, un film présentera des témoignages, des historiques et proposera des conseils et éventuellement des adresses de centres spécialisés.

La société Cosme propose d'installer et d'assurer la maintenance de ces « espaces santé » pour 19 000 francs par mois. Après Paris, plusieurs grandes villes de province devraient bénéficier de cet équipement.

► COSME, 64, boulevard Malesherbes, 75008 Paris. Tel 42-93-76-08.

VILLE NOUVELLE DE MELUN-SENART recherche le RESPONSABLE

de son service « Equipements de Superstructure » Mission de suivi de la Maîtrise d'Ouvrage. Expérience souhaitée.

Adressez votre candidature, C.V. et photo à : Monsieur le Président du S.A.N. de SENART B.P. 6 - 77567 LIEUSAIN Cedex

Melun-Senart, un nouveau mode de ville.

Du bourg à

Nancy expérimente l'image nocturne des

REPÈRES

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Un groupe
Génération écologie

Le Conseil régional du Languedoc-Roussillon s'est enrichi d'un nouveau groupe aux couleurs du mouvement créé par Brice Lalonde, Génération écologie. Cette première dans une collectivité territoriale est une initiative du maire MRG de Mézès (Hérault), Yves Pietrasanta, par ailleurs président de l'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets, ainsi que d'André Espitalier, maire de Fontès, et de Jean-Christophe Muller, adjoint au maire d'Alès (Gard).

Les trois élus affirment vouloir suivre de près les sujets qui ont trait à l'environnement dans la région, par exemple le dossier de l'autoroute A 75, qui reliera Clermont-Ferrand à Béziers, ou le schéma de traitement des déchets du département de l'Hérault. En se désignant comme pragmatiques, ils veulent se démarquer des Verts, encore absents de l'assemblée régionale. « Notre vocation est de travailler efficacement avec les majorités sans opposer économie et écologie », souligne M. Pietrasanta, alors que les Verts se cantonnent plus souvent dans une attitude d'opposition. Le nouveau groupe, qui entend cependant siéger dans l'opposition, a décidé de présenter une liste Génération écologie aux prochaines élections régionales.

LORRAINE

Nancy ouvre
une médiathèque
intégrée au patrimoine

Après six années de travail, la nouvelle médiathèque de Nancy ouvre ses portes le 13 avril. La municipalité réalise avec cet équipement un maillon capital de l'aménagement de tout un quartier : la médiathèque est intégrée à l'ancienne Manufacture des tabacs, un îlot industriel du XIX^e siècle incrusté près du centre-ville, réhabilité au fil des ans en ensemble économique et culturel.

La médiathèque prend le relais de la bibliothèque municipale fondée en 1758 par le roi Stanislas Leszczyński, qui était installée depuis la fin du XVIII^e siècle dans un immeuble de grand style, mais trop exigu pour les 600 000 volumes inscrits au catalogue. L'ancienne bibliothèque demeura un centre de recherches à vocation essentiellement universitaire, alors que la médiathèque est plus directement ouverte au grand public.

Le nouvel équipement, qui réunira 360 000 ouvrages et 12 000 documents sonores, représente un investissement de 36 millions de francs. La médiathèque sera ouverte le dimanche après-midi pour favoriser la « culture loisir ». Cette originalité a été permise par un partenariat avec l'université Nancy-II et son centre régional de formation aux carrières du livre, des bibliothèques et de la documentation.

La médiathèque de Nancy rejoint un ensemble bien plus vaste qui abrite le conservatoire national de musique de région, le Centre dramatique national (CDN), une école de communication, un « pôle images » (centre de recherche et de production audiovisuelles) et le « pôle universitaire lorrain de gestion ».

LIMOUSIN

Création
d'un Grand Limoges

Vingt-six communes de la Haute-Vienne vont unir leurs efforts pour aboutir à la création d'un « Grand Limoges ». Elles viennent de constituer le SIEPAL (Syndicat intercommunal et d'études de programmation de l'agglomération de Limoges) et d'élire à sa présidence M. Alain Rodet, maire de la capitale régionale.

Les vingt-six municipalités associées, toutes gérées par des socialistes, regroupent quelque 212 000 habitants, soit les deux tiers de la population de la Haute-Vienne. Elles vont travailler à étendre et à revitaliser un SDAU (schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme) qui date de 1974 et qui n'a jamais vraiment été pris en considération. L'Etat aidera financièrement cette volonté de coopération : 600 000 francs par an sur trois ans de crédits décon-

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de Thierry Bréher et de ses correspondants : Georges Chatain (Limoges), Bernard Maillard (Nancy), Jacques Moulin (Montpellier) et Christian Chartier (Pays-Bas).

Les maladies de la formation des fonctionnaires

Le Centre national de la fonction publique territoriale forme 130 000 stagiaires par an. Secoué par des crises à répétition, il essuie les critiques convergentes des élus et des personnels

Les clientélismes politique et syndical asphyxient une institution qui a vu ses missions augmenter au fil des ans. Le nouveau directeur général de ce « monstre juridique » tente de mobiliser les énergies des 1 300 agents pour améliorer l'action du centre dans le domaine de la formation et du conseil. Une tâche difficile, sous l'œil de la Cour des comptes, qui s'intéresse toujours à cet établissement.

Aujourd'hui, doté de l'autonomie, l'établissement publie à vu ses fonctions se multiplier sans grande cohérence. Outre ses tâches de recrutement et de formation des fonctionnaires de catégorie A et B, il s'est vu attribuer un bric-à-brac de missions, comme le financement des congés bonifiés des agents des DOM, la gestion de la prime de logement des instituteurs, et surtout la prise en charge des cadres A privés d'emploi suite à une alternance politique. Une disposition qui a entraîné des abus, transformant le CNFPT en un « placard institutionnel », selon l'expression d'un proche observateur. Depuis 1987, le centre est compétent non seulement pour les personnels communaux (sauf ceux de Paris), mais pour tous ceux des autres collectivités territoriales (départements et régions) et de leurs établissements publics, ainsi que des offices d'HLM.

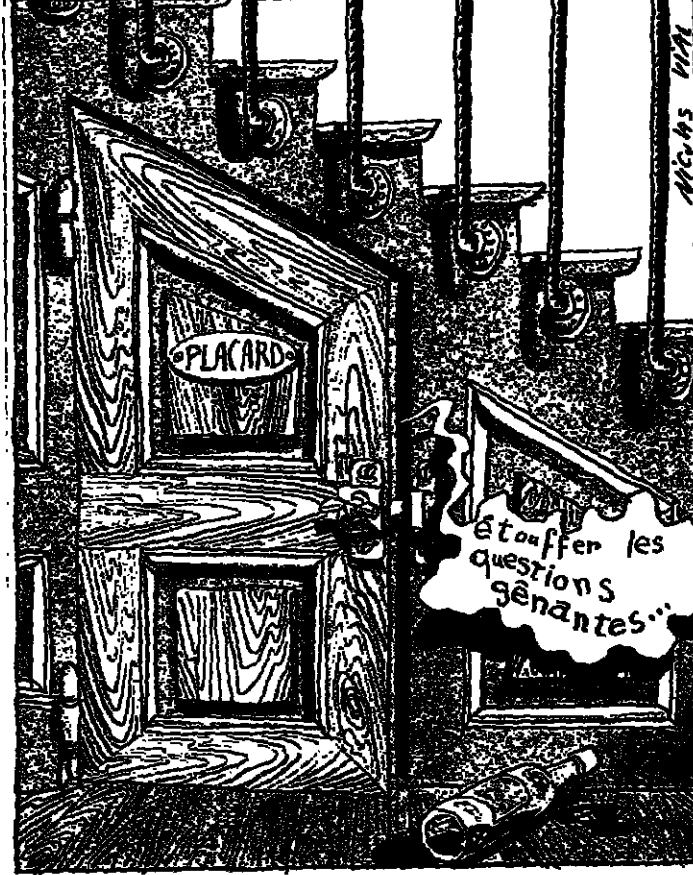
« Une juxtaposition
de baronnies régionales »

« MONSTRE juridique », « flot d'improductivité », « clinique pour fonctionnaires en disgrâce » : une pluie de commentaires acides s'abat régulièrement sur le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT). Cet établissement public chargé de la formation initiale et continue des fonctionnaires territoriaux concentre bien des contradictions et des dysfonctionnements de l'administration française. En 1989, un rapport au vitriol de la Cour des comptes avait cloué au pilori le Centre de formation des personnels communaux (CFPC), ancêtre du centre actuel. Mais les maux persistent : le CNFPT a connu une nouvelle crise ouverte en 1990, marquée par la démission de son directeur général, tandis que le président de sa commission des finances dénonçait les aberrations de sa gestion financière et humaine.

Par sa structure et ses missions, l'objet CNFPT est complexe. Historiquement, il est l'héritier de deux grands mouvements : celui en faveur de la formation continue au début des années 70, et celui de la décentralisation, dix ans plus tard. Créé sous la tutelle du ministère de l'intérieur pour moraliser et unifier la formation initiale des personnels des communes et généraliser leur formation continue, le centre a connu une vie particulièrement tumultueuse. Entre 1984 et 1987, cinq lois l'ont réformé, dont certaines n'ont jamais été mises en œuvre.

Avec 1 300 agents, dont 250 à Paris, gérant un budget de 800 millions de francs (correspondant à la cotisation obligatoire de 1,1 % de la masse salariale des collectivités), le CNFPT est aussi une entreprise de poids sur le marché en plein développement de la formation. Ainsi l'établissement offre-t-il l'image d'un gigantesque assemblage de collectivités hétéroclites censé concourir depuis Paris les besoins de formation de 1,17 million d'agents territoriaux.

La réalité est quelque peu différente. Les délégations régionales sont placées sous l'autorité de grands ténors politiques régionaux qui leur assurent une large autonomie de fait. L'égard des directives parisiennes. Au point qu'un ancien directeur peut se demander si le CNFPT est « une entreprise unique, comme l'assure la loi, ou une juxtaposition de baronnies régionales contrôlées par de grands élus ». Ainsi, lorsque la direction parisienne a récemment décidé de recruter par concours une dizaine de directeurs régionaux pour tenter d'amener du sang neuf et éviter la nomination quasi automatique des adjoints, elle s'est trouvée court-circuitée par les syndicats qui, présents dans les jurys, ont assuré le succès des adjoints, renvoyant les féodalités locales.



A tous les échelons, les pesanteurs politiques et syndicales s'ajoutent pour étouffer les questions gênantes, et assurer le respect d'un *statu quo* sans vague. Au CNFPT, « on peut se mettre d'accord sur une méthode de résolution des problèmes à condition de ne pas les mettre en œuvre », résume un haut responsable.

« Asphyxie
progressive »

Les conséquences de cet état de fait sont dévotantes. Deux ans après l'électrochoc de la Cour des comptes, la maison ne semble pas parvenue à surmonter ses vieux démons. Certes, quelques-unes des anomalies les plus criantes ont été gommées : les confortables indemnités non imposables versées aux administrateurs le plus souvent absents ont été supprimées, et la réglementation en matière d'appel d'offres est mieux respectée.

Mais la démission, en septembre dernier, un an après sa nomination au poste de directeur général, de M. Michel Delafosse, l'homme qui devait symboliser le redressement du CNFPT et la remobilisation de son personnel autour d'un « projet d'entreprise », a de nouveau jeté le trouble. Entre les lignes de sa lettre de démission, M. Delafosse désigne les

causes de son échec : le clientélisme syndical et politique, qui entrave, selon lui, une politique de recrutement transparente basée sur la compétence, et l'autonomie des régions, qui a contrecarré son projet de renforcement du siège et de forte déconcentration de la gestion.

Accusée aussi, la gestion paritaire syndicale, qui, supprimée pendant la cohabitation et rétablie par la gauche en 1989, favorise l'inertie. La crise semblait si profonde au CNFPT qu'elle a failli importer jusqu'à son président, Jean-Claude Peyronnet, député (PS) et président du conseil général de la Haute-Vienne. Ce dernier a finalement consenti à demeurer en poste et a nommé directeur général Alain Vernay, quarante et un ans, ancien directeur général des services de la ville d'Amiens sous sa municipalité communiste. Directeur au CNFPT depuis avril 1990, M. Vernay avait déjà acquis la réputation d'homme à poigne en rédigeant au canon un rapport interne dénonçant une impressionnante liste de dysfonctionnements affectant le siège parisien, comme le « respect incertain des horaires », l'absence d'enregistrement du courrier et de tableau fiable des effectifs, le niveau antédiluvien de la communication interne et l'« asphyxie

progressive du fonctionnement comptable de l'établissement ». Il mettait en lumière la nécessité d'affecter au siège un personnel moins nombreux mais plus qualifié, décaissant soixante-dix salariés affectés à des postes fonctionnels et appelés de ses vœux le lancement d'une politique de formation du personnel, absente dans un établissement voué pourtant à cette mission. Il plaçait aussi pour la suppression du remboursement par le CNFPT des frais de transport des stagiaires (80 millions de francs par an), au grand dam des collectivités, qui devraient payer la facture.

Dans la foulée, un autre pavé allait être lancé dans la mare du CNFPT lorsque, en novembre dernier, François Paour, maire de Saint-Bernard (Ain) et président de la commission des finances du centre national, a menacé de rendre son tablier en dénonçant son « fonctionnement erratique, pour ne pas dire incohérent », le qualifiant au passage de « bateau ivre ». Au nom des maires ruraux, dont il préside la fédération, il stigmatisait la fuite en avant des finances : tandis que le CNFPT revendique une augmentation des cotisations, il termine l'année avec un excédent énorme et recrute à l'extérieur alors qu'il compte dans ses effectifs de nombreux « décharges de fonction ». Coup de sang d'un élu soucieux de son image de défenseur des « petits » maires, le geste de M. Paour confirme aussi la persistance du malaise et d'une certaine gâcherie.

Des cotisations versées
par les villes

Comment sortir de cette situation ? Au ministère de l'intérieur, on ne cache pas sa préoccupation mais aussi un souci de ne pas s'engager : « Nous ne participons pas à la mode du harcès sur le CNFPT, mais nous refusons de raisonner en termes de structures », explique Pierre-René Lemas, directeur général des collectivités locales. Certains, en effet, n'envoient d'autre salut que dans l'éclatement de l'établissement en centres régionaux, ne laissant à Paris qu'un minimum de fonction de gestion et de contrôle. D'autres n'hésitent pas à revendiquer une augmentation de la cotisation. Un scénario de facilité que refuse le président Peyronnet : « Le carcan financier peut être un atout de dynamisation et nous obliger à une gestion plus serrée et à nous positionner sur un marché concurrentiel ».

Car les avances infligées au CNFPT finissent presque par faire oublier sa mission principale : accueillir des stagiaires en formation continue (130 000 en 1989) et conseiller les collectivités territoriales dans l'élaboration de plans de formation. Or certaines villes rechignent à verser leur cotisation, d'autant que le centre est incapable d'en vérifier systématiquement le versement. Elles préfèrent s'adresser à d'autres offices de formation, parfois celles auxquelles le CNFPT sous-traite ses propres stages. Certaines collectivités sont aussi tentées de comparer le montant de leur cotisation aux prestations offertes. Elles critiquent ainsi implicitement le principe de répartition entre communes riches et pauvres, qui soutient l'existence même du CNFPT, et la capacité d'un organisme central à proposer des formations adaptées aux besoins de chacune. Les villes les plus dynamiques dépensent déjà largement plus que leur cotisation, le surplus alimentant un secteur privé florissant.

Le nouveau directeur général connaît bien cette situation. Partant de l'adage selon lequel « toute vérité est bonne à dire », M. Vernay entend remobiliser les énergies en suscitant le dialogue et la concertation, centrer son action sur l'amélioration du produit de formation dont l'évaluation n'existe pas jusqu'à présent, et positionner le CNFPT sur le marché du conseil en organisation et formation. Tâche rude que de maîtriser une structure qui souffre à l'évidence d'un excès de consanguinité, et dont le lacune financière apparemment insurmontable alimente les rumeurs sur de vraies fausses conventions de formation, dont le financement ne serait pas perdu pour tout le monde. Ce devrait être l'axe du prochain contrôle de la Cour des comptes, qui semble soucieux de ne pas lâcher un fromage aussi appétissant que le CNFPT.

PHILIPPE BERNARD

L'adieu à Fontainebleau

Considéré comme le « Harvard » de l'administration locale
le centre de management public pourrait changer de lieu et de formule

La plupart des diplômés du Centre supérieur de Fontainebleau n'hésitent pas à considérer cet établissement comme le « Harvard » de la fonction publique territoriale. Il propose un cycle de management public aux cadres de haute volée ayant une dizaine d'années d'expérience professionnelle. « La qualité de l'enseignement est telle que la plupart de ceux qui l'ont suivi depuis l'origine, en 1984, ont obtenu une promotion par la suite », affirme le président de l'association des anciens élèves, René Allard, secrétaire général de Reims.

L'implantation du centre à Fontainebleau, sur le campus de l'INSEAD, prestigieuse école de commerce internationale, est l'un des secrets de sa réussite, estiment les anciens. « Quand on se remet aux études à quarante ans, on a besoin de ce genre d'environnement pour être stimulé. Dans la capitale, les tentations de se distraire seraient trop nombreuses. Ici, nous pouvons travailler tard le soir, car nous mangeons et dormons sur place. De plus, cet isolement crée des liens très solides avec les autres élèves. » L'association a donc

appris avec un certain inquiétude que l'INSEAD, trop à l'étroit dans ses murs, souhaitait récupérer tous ses mètres carrés à la fin de l'année 1991. Elle s'est émue en découvrant que le cycle devrait faire ses adieux à Fontainebleau un an plus tard, bien que la municipalité lui propose des locaux de rechange.

Management
héritique

En effet, le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), auquel revient la paternité du cycle, souhaite regrouper sur un même site les formations de management, la formation initiale des jeunes administrateurs, des stages nationaux et des missions de recherche sur la fonction publique territoriale. La nouvelle directrice de la formation, Huguette Brunel, transfuge de l'éducation nationale, a obtenu la création d'un service de coordination pédagogique. Fort d'une dizaine de personnes, il se penchera sur l'offre de formation de

points du CNFPT, et devrait réorganiser les enseignements sous forme de modules donnant droit à des unités capitalisables. « Les élèves pourraient ainsi dessiner des parcours plus personnalisés en choisissant, parmi les modules proposés, ceux qui répondent à leurs besoins professionnels propres. » Tout en assurant que le cycle de management ne sera pas supprimé, puisqu'il s'agit d'un « excellent produit », M. Brunel n'exclut pas de le développer, en y intégrant des matières répondant à des préoccupations nouvelles comme l'environnement ou le développement social.

Cette perspective est considérée comme une véritable hérésie par les anciens élèves de Fontainebleau et leur directrice démissionnaire depuis mars, Colette Ronxin, qui a porté le cycle de management sur les fonts baptismaux. « La formation est animée par une cohérence interne que fausserait l'organisation en modules. De plus, son intérêt vient de ce qu'elle a été conçue pour des débutants, et non pour des professionnels, et non pour des débutants. Alors, pourquoi le CNFPT veut-il le rendre accessible aux jeunes adminis-

trateurs en formation initiale ? » Mme Ronxin craint que le CNFPT ne commette une erreur, dénoncée récemment par Henry Mintzberg, célèbre professeur de management, qui consiste à enseigner cette matière à des étudiants sans expérience, « comme on enseignerait la psychologie à des gens qui n'auraient jamais rencontré une autre personne ».

La réforme pédagogique envisagée par M. Brunel, qui fera l'objet d'une délibération du Conseil national d'orientation en avril, puis du conseil d'administration du CNFPT, devra, si elle est adoptée, s'accompagner de mesures nouvelles en matière d'immobilier : où trouver l'espace nécessaire pour le centre pédagogique ? A Paris, en banlieue ? Faudra-t-il acheter ou louer ? Rassembler la gestion et la formation dans un même immeuble ? Le CNFPT, qui n'a pas encore de doctrine en la matière (certaines délégations sont propriétaires, d'autres locataires...), pourrait, au vu d'un audit réclamé le 7 mars, trouver l'occasion de se faire une religion.

RAFAËLE RIVAIS

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

DEVISES ET OR

Reflux sur le dollar

Après avoir atteint des sommets (tout relatifs) à 1,7250 de l'ancien franc, le dollar a subi une baisse de 5,67 francs la semaine dernière, dans la matinée du jeudi 28 mars. Le dollar a poursuivi son repli, ou sa consolidation, au choix, avec des à-coups spectaculaires : de 5,67 francs à plus de 5,75 francs et 5,67 francs à nouveau, entre le mardi et le mercredi, dans des marchés très nerveux.

Ce repli avait deux motifs. Le premier était la crainte d'un relèvement du taux d'intervention de la Banque fédérale d'Allemagne lors de son conseil d'administration du jeudi 4 avril. Le second était la publication des chiffres du chômage aux États-Unis, vendredi 5 avril en début d'après-midi, avec une forte présomption d'aggravation. La Bundesbank n'ayant rien fait (voir en rubrique « Marche monétaire et obligataire »), ce n'est pas rassurant. Le chômage américain qui, effectif, est aggravé en mars avec un taux porté de 6,5 % de la population active en février à 6,8 %, avec 206 000 pertes d'emplois contre 184 000 initialement, en février, chiffre révisé à 291 000.

La tenue du dollar, par ailleurs, tiendra compte de celle du mark qui pourrait bien souffrir de la dégradation de la situation dans l'ex-RDA et des soubresauts de la Russie. Au sein du système monétaire européen (SME), l'événement a été le nouvel affaiblissement du mark.

Nouvelle baisse du mark à Paris

Les analystes s'attendaient soit à 150 000 pertes d'emplois et 6,7 %, soit à 170 000, soit même à 200 000, chiffre que les marchés ne prennent pas au sérieux. Au vu des chiffres de mars, la fourchette des prévisions mais, tout de même, considérée comme négative, et susceptibles de pousser la Réserve fédérale à baisser son

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 2 AU 5 AVRIL 1991

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	\$ E.U.	Franc suisse	Franc belge	DM	Franc espagnol	Florin	Lira italienne
New-York	1,7960	—	17,8137	71,4075	60,2573	2,9159	51,5618	0,08117
Paris	1,7944	—	17,8030	68,5212	58,2882	2,9136	51,4433	0,08135
Bruxelles	1,8074	5,6105	—	401,754	338,634	16,4724	300,508	4,9543
Zurich	1,8072	5,6106	—	398,19	338,634	16,4885	300,77	4,9570
Frankfurt	1,8081	5,6105	—	398,19	338,634	16,4885	300,77	4,9570
Amsterdam	1,8081	5,6105	—	398,19	338,634	16,4885	300,77	4,9570
Milan	1,8081	5,6105	—	398,19	338,634	16,4885	300,77	4,9570
Tokyo	1,8081	5,6105	—	398,19	338,634	16,4885	300,77	4,9570

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 5 avril, 4,1360 F contre 4,1451 F le jeudi 28 mars.

MATIÈRES PREMIÈRES

Pression indienne sur le sucre

Le marché du sucre est dominé depuis plusieurs semaines par l'actualité indienne. Les autorités de New-Delhi ont en effet décidé, mercredi 3 avril, d'accroître de 200 000 tonnes leurs exportations sur le marché mondial, portant à quelque 500 000 tonnes l'objectif de livraison pour la campagne 1990-1991. Cette nouvelle intervention dans un climat pesant, les cours médiocres traduisant une situation globale excédentaire.

Dans son récent rapport sur la saison passée (1989-1990), le FIRS (Fonds d'intervention et de régulation du marché du sucre) propose à un inventaire détaillé de la conjoncture sucrière. On y apprend, en particulier, que l'Inde a vu, l'an dernier, sa production augmenter de 26 % pour atteindre le niveau record de 12 millions de tonnes. Cette progression spectaculaire résulte des nouvelles mesures prises par le gouvernement

PRODUITS	COURS DU 5-4
Café (Arabica) Trois mois	1 374 (+ 10) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 481 (+ 22) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	8 950 (- 375) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Mai	299 (- 2) Dollars/tonne
Café (Londres) Mai	585 (- 34) Livres/tonne
Cacao (New-York) Mai	1 109 (+ 4) Dollars/tonne
Blé (Chicago) Mai	285 (- 1,75) Cents/boisseau
Maïs (Chicago) Mai	258,25 (+ 5,5) Cents/boisseau
Soy (Chicago) Mai	171,20 (+ 3,6) Dollars/boisseau

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

pour favoriser la production, explique le FIRS. « D'une part, les sucreries ont été autorisées à vendre à prix libre, pendant une partie de la campagne, 80 % des quantités excédant leur production de référence. D'autre part, le prix d'achat pour la partie de la production devant être vendue à l'Etat a été augmenté de 14 %. Enfin, le prix minimum de la canne a été relevé de 8,6 % ». Si on ajoute le bénéfice de conditions climatiques très favorables, on comprend mieux la poussée indienne sur le marché sucrier.

L'URSS a, de son côté, enregistré une hausse de sa récolte de 650 000 tonnes. Tout cela ne va pas mal au pays des soviets : comme le note le FIRS, « l'Union soviétique a réalisé consécutivement les trois meilleurs résultats de son histoire (sucrière), mais cela ne doit pas faire oublier la faiblesse de ses rendements, encore inférieurs à trois tonnes par hectare ». Seule la Thaïlande a subi une forte baisse de sa récolte (- 500 000 tonnes), en raison de la sécheresse.

La demande s'est notamment ralentie en Chine, où les rationnements décidés en 1987-1988 ont continué de produire leurs effets. Le FIRS observe cependant que la Chine conserve « un fort potentiel théorique d'accroissement de consommation, du fait d'un niveau par habitant encore extrêmement

bas (de l'ordre de 6,2 kilos) et de la demande grandissante pour les produits sucrés ». L'appétit pour le sucre s'est aussi élargi en Inde, les mesures d'augmentation des prix, en même temps qu'elles stimulent l'offre, ayant tendance à multiplier la demande. La stratégie indienne est nettement orientée vers l'exportation, au détriment de la consommation intérieure. Signe de la poursuite d'une détérioration de la situation économique, la demande africaine a baissé de 1,1 % en 1989-1990, après cinq années de constante progression. Enfin, les ménages soviétiques ont acheté nettement moins de sucre, le rationnement pratiqué dans la plupart des centres urbains, sans les difficultés structurelles d'acheminement de la marchandise jusqu'aux points de vente. « Les rations autorisées n'ont pas toujours été disponibles », constate le FIRS. Il rappelle en outre que « la consommation par habitant en URSS est l'une des plus élevées du monde (environ 48 kilos par an). Le gouvernement souhaite la ramener à un niveau voisin de celui des pays occidentaux, entre 35 et 37 kilos ». A la lecture des statistiques, les Soviétiques pourront ainsi mesurer les bienfaits d'une situation où ils ont reçu moins de sucre dans un pays qui en produisait plus.

Quant aux stocks mondiaux, ils ne représentent plus que 27,1 % de la consommation mondiale. « Un niveau inférieur au seuil de 28 % à partir duquel on avait observé une flambée des cours en 1980-1981 », conclut le FIRS. On peut rêver...

ERIC FOTTORINO

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Une réussite japonaise

De tous les emprunts internationaux qui ont vu le jour durant la première semaine d'avril, ceux qui ont connu le meilleur accueil ont été émis par des débiteurs japonais. Ceux-ci ont été nombreux, au début de leur exercice social, qui commencent au deuxième trimestre, à lancer des euro-obligations munies de warrants ou bons de souscription d'actions. Le regain de faveur dont jouit la Bourse de Tokyo a fait qu'à peine sortis les nouveaux titres s'échangeaient nettement au-dessus de leur prix d'émission.

Une opération a tout particulièrement retenu l'attention, celle de la société pharmaceutique Yamano. On y attache une certaine importance parce qu'elle est libellée en francs français. Il s'agit d'une première. Les émissions japonaises assorties de warrants sont chose courante en dollars ou en marks ; le compartiment du franc n'en avait jamais connu auparavant.

Si un emprunteur nippon choisit de solliciter un marché plutôt qu'un autre, sa décision n'est, en réalité, pas motivée par un quelconque besoin de fonds en devises. Il cherche normalement à se procurer des ressources dans sa propre monnaie, et il attend de l'établissement financier à qui il a confié son mandat que celui-ci lui fournisse des yens à meilleur compte que s'il s'était adressé directement à son marché national. En nous des marchés d'échange avec des établissements financiers spécialisés, il lui est possible de réduire considérablement le coût du service de sa dette.

On estime que Yamano n'a finalement à rembourser son emprunt, d'une durée de quatre ans, qu'à un taux inférieur à 3,5 % l'an. Telle qu'elle apparaît aux investisseurs, l'affaire que dirige le Crédit lyonnais porte sur 1 milliard de francs français. Chaque titre, de 10 000 francs de valeur nominale, rapporte un intérêt de 4,875 % l'an et est assorti d'un warrant qui pourrait être exercé durant presque toute la vie de l'emprunt. Le prix d'émission sera fixé jeudi prochain 11 avril. Au cours où se négocierait le titre à la veille du week-end, la prime glo-

bale des warrants est de l'ordre de 20 %.

Le succès remporté par cette émission fait espérer qu'elle sera suivie par d'autres opérations du même genre dans le compartiment du franc. Les avis demeurent toutefois partagés à ce sujet. Ces affaires, lorsque la conjoncture est favorable, rapportent gros à ceux qui s'en occupent directement. Précisément pour cette raison, les principales maisons de titres japonaises, dont les avis sont très écoutés dans leur propre pays, ont, ces dernières années, persuadé de nombreux emprunteurs de se présenter sur les marchés du dollar et du mark, où elles ont toute liberté de diriger les emprunts. Or, les autorités françaises n'ont encore admis aucune émission japonaise à diriger des emprunts en francs. D'aucuns se demandent si cette ouverture du marché français n'est pas éphémère.

L'importance d'être bien noté

Les plus optimistes rétorquent que le comportement du franc devrait continuer d'attirer de nouvelles opérations japonaises, ne serait-ce qu'à cause des recommandations récentes des pouvoirs publics de Tokyo, qui tiennent à limiter le montant des émissions d'emprunts munis de warrants lancés par un même débiteur sur un même marché donné, ce qui oblige les plus importantes des entreprises japonaises à diversifier leurs sources de financement. A cela, les pessimistes répondent que d'autres compartiments, comme celui de la livre sterling, pourraient bénéficier de cette nouvelle réglementation. Les maisons de titres japonaises pourraient être habilitées bientôt à diriger des emprunts libellés dans la monnaie britannique.

Les investisseurs sont de plus en plus nombreux à se fier à l'avis de grandes maisons d'évaluation de crédit. Pour beaucoup, c'est un critère essentiel. En l'absence de notation de la part de Moody's ou de Standard & Poor's, qui les convainquent de la solidité du placement qui leur est proposé, ils ne se

décident à souscrire à une nouvelle euro-obligation que si on leur offre une rémunération relativement élevée ou si on leur fournit des assurances irréfutables que le risque est des plus limités. Cette attitude très prudente a conduit récemment à la mise en évidence la valeur de la clause de défaut croisé qui figure dans presque tous les contrats d'emprunts internationaux. On n'y prête plus guère attention tant elle est habituelle. La récente décision des autorités françaises de ne plus accorder la garantie de l'Etat à toute une série d'établissements publics qui cherchent à lever des fonds sur le marché international des capitaux lui confère un regain d'actualité.

Cette clause prévoit que si un emprunteur manque à ses engagements, dans le cadre d'une émission donnée, sa défaillance pourrait rendre exigible l'ensemble de sa dette. Ce sont surtout des investisseurs japonais qui se préoccupent de cette question. Pour eux, à condition qu'elle soit rédigée de la manière la plus vague possible, ce qui ferait que, le cas échéant, elle s'appliquerait à tous les emprunts d'un débiteur donné sans exception, cette clause de défaut croisé place une dette non garantie pratiquement sur le même plan qu'une autre qui bénéficierait spécifiquement de la garantie de l'Etat. Par là-même, sa présence supplée l'absence de notation de la part des sociétés d'évaluation de crédit.

Leur argumentation est simple. Elles considèrent que l'Etat, qui avait garanti, jusqu'à la fin de l'année dernière, toutes les euro-obligations d'un établissement public, puisse jamais accepter que l'édifice entier soit mis en cause par la faute d'un seul emprunt. Elles préfèrent, à cet égard, l'estimation plus récente de l'Etat, estimant voler au secours de ce débiteur pour lui permettre de remplir ses engagements. Le tout est, bien sûr, très hypothétique, et on se souvient vraisemblablement de la faillite de Moody's et Standard & Poor's sur leur jugement sur la qualité intrinsèque des établissements concernés.

CHRISTOPHE VETTER

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Une bouffée de printemps

Les cours du MATIF bondissant de 104,80 à 106,20, le rendement de l'IOAT dix ans retombant de 9,16 % à 8,94 % sous l'influence directe du recul de celui de l'emprunt d'Etat allemand BUND de même échéance (8,35 % contre 8,53 % et même 8,60 % il y a huit jours), une brève de printemps a soufflé sur le marché en cette première semaine d'avril.

Motif : la Banque fédérale d'Allemagne n'a relevé, jeudi 4 avril, ni le taux de ses pensions à taux fixe, ni celui de son Lombard, comme on pouvait le redouter la semaine dernière en assistant à l'envolée spectaculaire du dollar et à la chute concomitante du mark. On sait que la Bundesbank détecte voir baisser sa devise, phénomène qui risque de gonfler l'inflation importée. Certes, la banque centrale allemande se sent-elle un peu coincée entre son orthodoxie vigilante et le souci de ne pas pénaliser l'économie de l'ex-RDA, dont la mutation devient de plus en plus douloureuse. Mais on a remarqué que la Bundesbank, à côté de ses pensions à un mois au taux inchangé de 8,50 %, en a accordé d'autres, par adjudication, à 8,90 % sur deux mois, ce qui est beaucoup.

Le vieux débat rebondit

Cela pourrait signifier que, d'ici le mois de mai, la banque fédérale pourrait se résigner à relever ses taux si le mark s'affaiblit trop. Vieille menace, évoquée à plusieurs reprises dans ces colonnes,

et que prend à son compte Isabelle Visciglio, analyste du Crédit lyonnais. En avril, ne se dénouerait-il pas d'un fil... Certes, la Banque de France serait en mesure de ne pas suivre le mouvement si le franc se tient bien. Cela fait bien des fois, d'ailleurs, que celle qui régit aux Etats-Unis, les administrations fédérales leur désaccord sur l'opportunité d'un nouvel abaissement du taux d'intervention monétaire, cela au moment où le chômage s'aggrave. Lutte contre l'inflation ou lutte contre la récession : le vieux débat rebondit.

Sur le marché obligataire de Paris, l'événement a été l'adjudication mensuelle d'obligations assimilées du Trésor (OAT) pour un montant relativement réduit (6,95 milliards de francs) à raison de 4,65 milliards pour la ligne de 9,50 % 2 001 et de 2,3 milliards de francs pour la ligne 8,50 % 2 012. Les rendements se sont inscrits en légère hausse, à 9,03 % contre 8,99 % le mois précédent pour la ligne à dix ans, et à 9,12 % contre 9,25 % en février 1991. Il semble que cette fois-ci encore, les spécialistes s'aggrave. Lutte contre le chômage s'aggrave. Lutte contre l'inflation ou lutte contre la récession : le vieux débat rebondit.

Sur le marché obligataire de Paris, l'événement a été l'adjudication mensuelle d'obligations assimilées du Trésor (OAT) pour un montant relativement réduit (6,95 milliards de francs) à raison de 4,65 milliards pour la ligne de 9,50 % 2 001 et de 2,3 milliards de francs pour la ligne 8,50 % 2 012. Les rendements se sont inscrits en légère hausse, à 9,03 % contre 8,99 % le mois précédent pour la ligne à dix ans, et à 9,12 % contre 9,25 % en février 1991. Il semble que cette fois-ci encore, les spécialistes s'aggrave. Lutte contre le chômage s'aggrave. Lutte contre l'inflation ou lutte contre la récession : le vieux débat rebondit.

comme les SVT en question

Le Monde ÉDITIONS

LES FUTURS DE L'EUROPE

Fondation Europe et Société

VENTE EN LIBRAIRIE

سكزا ابن الاميل

Selon un représentant du Front du Kurdistan Cent mille Kurdes auraient été tués depuis trois semaines

LONDRES

de notre correspondant

L'ambassade d'Irak à Londres a été occupée pendant quatre heures, vendredi 5 avril, par un groupe de quatorze Kurdes qui en avaient forcé l'entrée. Les trois diplomates irakiens présents à l'intérieur ont pu fuir par une porte latérale. Les occupants ont déposé une banderole dénonçant la répression dont est victime la population kurde d'Irak et ont jeté par les fenêtres des dossiers et des documents officiels.

La police a encerclé le bâtiment mais a négocié un compromis avec les Kurdes. Ceux-ci ont accepté de se retirer à condition de pouvoir parler quelques instants avec les journalistes qui se trouvaient devant l'ambassade.

M. Mahmoud Osman, membre de la direction du Front du Kur-

distan, a réclaté, au cours d'une conférence de presse à l'ambassade de France, une protection internationale pour le peuple kurde. « Nous ne demandons pas une intervention militaire, mais l'envoi d'observateurs et au besoin de « casques bleus » de l'ONU. Nous voulons pouvoir retourner en Irak, retrouver nos maisons et nos biens, mais il faut que la sécurité de la population civile soit garantie », a-t-il déclaré. Il a estimé que cent mille Kurdes ont été tués depuis trois semaines « soit davantage que depuis trente ans ». M. Osman a demandé à la France et à la Grande-Bretagne de parachuter des vivres et des couvertures directement sur les Kurdes qui se trouvent dans les montagnes. « Chaque heure, chaque minute compte. Cinq cents personnes, dont deux cents enfants, sont mortes jeudi de faim et de froid », a-t-il affirmé.

D. Dh.

ITALIE M. Andreotti est chargé de former le nouveau gouvernement

ROME

de notre correspondant

« La nouveauté dans la continuité ». Telle est, résumée par lui-même, la ligne que M. Giulio Andreotti, président démissionnaire du conseil des ministres, entend suivre pour dénouer la crise et constituer, d'ici mardi ou mercredi prochain, le gouvernement que le président de la République l'a chargé, vendredi soir 5 avril, de former.

Si M. Andreotti réussit à donner à l'Italie son cinquantième gouvernement en quarante-trois ans de République, ce sera avec l'accord, le soutien et la participation des mêmes cinq partis qui gouvernent le pays depuis une dizaine d'années, à savoir : la démocratie chrétienne dont le président du conseil désigné est l'actuel ténor, les républicains, les libéraux, les sociaux-démocrates et les socialistes.

L'homme de la rue pourrait être fondé à se demander pourquoi il y a eu crise puisque, selon toute vraisemblance, il s'agit de reprendre les mêmes pour recommencer. Mais il y a beaucoup de choses que les citoyens transalpins ne se posent plus ce genre de question. Du reste, même si le chef de l'Etat, M. Francesco Cossiga, s'est déclaré « convaincu » que

M. Andreotti est en mesure de reconstituer son gouvernement, tout n'est pas encore joué.

Ce dernier a certes dû passer sous les fourches caudines socialistes et s'engager à examiner « la juste requête d'une procédure valide visant à affronter concrètement les réformes (...) essentielles et non différenciables » exigées par M. Craxi. Mais rien ne dit que ce dernier se satisfait longtemps de promesses encore assez vagues. On sait que le leader socialiste plaide pour une présidentialisation du régime, celle-ci étant préalablement soumise à référendum.

La nouveauté, on l'a vu ces derniers temps, est que le chef de l'Etat, s'il n'est pas réputé favorable à un bouleversement radical du régime parlementaire actuel, a jeté tout son poids sur le plateau des réformes. Réaffirmant vendredi soir et avec force, ce qu'il a appelé dans un discours de quinze minutes, ses « prérogatives », et sa « part de responsabilité », M. Francesco Cossiga a rappelé à ses concitoyens que, tel qu'il est avec les pouvoirs limités qu'il détient, « le président de la République existe » en Italie.

PATRICE CLAUDE

Arrêté par les Tunisiens et jugé par les Palestiniens

L'assassin d'Abou Iyad sera fusillé à la fin du ramadan

TUNIS

de notre correspondant

L'assassin d'Abou Iyad, chef des services de sécurité et de renseignement de l'OLP, et de deux de ses amis a été jugé au Yémen par un tribunal militaire palestinien et sera fusillé à la fin du mois de ramadan, à la mi-avril.

Les Palestiniens de Tunisie, qui continuent d'observer une extrême discrétion sur cette affaire, reconnaissent que l'assassin, Hamza Abou Zeid, un Palestinien d'une trentaine d'années, transfuge du groupe terroriste d'Abou Nidal, a été livré à l'OLP début février par les autorités tunisiennes qui l'avaient arrêté quelques heures après la tuerie de Carthage dans la nuit du 14 au 15 janvier (le Monde du 16 janvier). Après son transfert rapide au Yémen, son procès vient de se dérouler au camp de Sabra, dans la banlieue de Sanaa.

Personne, à Tunis, ne veut dire si,

devant ses juges - ou lors de ses premiers interrogatoires par la police tunisienne, - Hamza Abou Zeid a dévoilé l'identité de son ou de ses commanditaires. Et encore, s'il a parlé, disait-il la vérité?

Officiellement on s'en tient donc à la version peu crédible défendue publiquement par M. Yasser Arafat. C'est le Mossad israélien qui aurait armé le bras du tueur. Mais nombre de Palestiniens ne s'en contentent pas. Certains n'oublient pas qu'à l'époque Abou Nidal était hébergé à Bagdad et que dès l'autisme, Abou Iyad ne cachait pas, en privé, une méfiance grandissante à l'égard de M. Saddam Hussein, qui refusait de le rencontrer. D'autres évoquent la possibilité d'un simple règlement de compte, les services d'Abou Iyad menant depuis longtemps une lutte acharnée contre les tueurs d'Abou Nidal. Le mystère risque de planer encore longtemps.

MICHEL DEURÉ

Dans le Morbihan

Heurts violents lors d'une manifestation d'agriculteurs bretons

VANNES

de notre correspondant

A quelques jours du congrès de la FNSEA, qui s'ouvre mardi 9 avril à Angers, des agriculteurs bretons ont manifesté vendredi 5 avril dans les rues de Pontivy (Morbihan) contre la remise en question par la Communauté européenne de la politique de soutien des prix agricoles. Scénario classique : durant deux heures, des heurts violents entre une minorité de manifestants et les forces de l'ordre devant la sous-préfecture de Pontivy ont émaillé cette manifestation. Quatre policiers ont été blessés par des jets de projectiles.

Pour la première fois depuis 1984, les quatre fédérations départe-

mentales de la FNSEA et du CNJA, avec le soutien des chambres d'agriculture et de la coopération, se sont retrouvées unies sur le même thème. La mobilisation - 3 500 environ selon les observateurs, 2 500 selon la police - est cependant restée fort éloignée des cortèges, qui, au début des années 80, rassemblaient jusqu'à 15 000 agriculteurs bretons.

Les organisateurs chiffrent à 1,6 milliard de francs « les conséquences considérables et le manque à gagner qu'entraînerait pour la Bretagne la baisse des prix envisagés par Bruxelles ». Le nombre de producteurs de lait bretons passerait, dans cette hypothèse, de 41 000 à 15 000.

MICHEL LE NEBEL

Aérospatiale a enregistré un effondrement de ses bénéfices en 1990

Le groupe Aérospatiale a enregistré, en 1990, un bénéfice de 38 millions de francs (au lieu de 204 millions l'année précédente), pour un chiffre d'affaires de 32,5 milliards de francs, en hausse de 3,5 % sur l'exercice antérieur. Cette dégradation de la situation bénéficiaire est liée à la chute du dollar, à la crise du Golfe et à la grève prolongée du personnel britannique dans Airbus Industrie.

Avec 55 % du chiffre d'affaires, niveau identique à celui de 1989, la part de la production civile l'emporte sur les activités militaires - pour la

troisième année consécutive - grâce aux ventes de l'Airbus et des hélicoptères. D'une manière générale, les avions ont compté pour 32 % du chiffre d'affaires; les systèmes stratégiques et spatiaux, pour 25 %; les hélicoptères, pour 24 %; et les engins tactiques pour 19 %.

L'exportation a représenté 56 % du chiffre d'affaires et 65 % des prises de commandes. Arrêté à la fin de 1990, le carnet de commandes du groupe Aérospatiale totalise quelque 110 milliards de francs, soit plus de trois années d'activité.

GRANDE-BRETAGNE: dix bombes incendiaires à Manchester.

- Dix engins incendiaires ont explosé, dans la nuit du jeudi 4 au vendredi 5 avril, dans le centre commercial d'Arndale, à Manchester, quelques heures avant l'ouverture des magasins. Ces bombes ont causé des dégâts matériels importants, mais n'ont pas fait de victimes. D'autres engins incendiaires avaient déjà été découverts, jeudi 28 mars, dans une gare de Preston, près de Manchester. Ces attentats n'ont pas été revendiqués. - (Reuters)

M. Drach

La crise dans les pays de l'Est

REPÈRES

Ch. Hen et J. Léonard

L'Europe

REPÈRES

S. Bessis

La faim dans le monde

REPÈRES

128 p., 42 F., 100 titres

LA DÉCOUVERTE

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a cinquante ans, le coup d'Etat de Rachid Ali Gaylani à Bagdad. 2

ÉTRANGER

Nations unies

Adoption de la résolution condamnant la répression des populations civiles irakiennes. 3

Etats-Unis

La mort accidentelle de John Tower, un Texan controversé. 4

POLITIQUE

Livres politiques

« Pour se mettre au courant des socialistes », par André Laurens. 6

La droite et l'extrême-droite

M. Gérard Longuet, président du PR, s'explique. 7

SOCIÉTÉ

Sécurité intérieure

Une loi pour mettre fin à la guerre des polices. 8

Navette spatiale

Lancement réussi d'Atlantis. 9

COMMUNICATION

Le rapport de M. Alain Moreau

La grande dépendance audiovisuelle de l'Europe. 9

CULTURE

Patrimoine :

un musée retrouvé. 10

HEURES LOCALES

Marchands d'idées pour élus

La reconversion du pays de Bray

Onze communes se coalisent contre les termites

Des cercles de qualité dans les mairies

L'indicateur de la semaine : le dynamisme économique des régions

Débat : « L'enjeu de la décentralisation », par Yves Galland

Dossier : les maladies de la formation des fonctionnaires

13 à 16

ÉCONOMIE

André Laignel,

un « élu du peuple »

Portrait du secrétaire d'Etat à la formation professionnelle

17

Chômage aggravé

aux Etats-Unis

17

Services

Abonnements

Carnet

Météorologie

Mots croisés

Radio-Télévision

Spectacles

11

La télématique du Monde :

3615 LEMONDE

3615 LM

Le numéro du « Monde »

daté 6 avril 1991

a été tiré à 516 123 exemplaires.

Lors de leur rencontre en Californie

M. Bush et M. Kaifu ont poursuivi un « dialogue patient » sur le différend commercial nippo-américain

Le président George Bush a remercié le premier ministre japonais Toshiki Kaifu pour le « solide soutien » du Japon dans la crise du Golfe, jeudi 4 avril au début d'entretiens en Californie visant à montrer que les quelques nuages apparus récemment dans les relations entre les deux pays n'ont pas remis en cause leur « partenariat ».

Les relations américano-japonaises avaient été quelque peu mises à mal par les critiques exprimées aux Etats-Unis contre le rôle jugé trop passif de Tokyo dans la crise du Golfe, et par les différends commerciaux entre les deux pays.

« Merci pour le bon soutien du Japon, très solide », a déclaré le président américain, qui rencontrait M. Kaifu à l'initiative de ce dernier. Les dirigeants japonais

ont été surpris par les critiques qui se sont élevées aux Etats-Unis, notamment au Congrès, contre l'effort nippon jugé trop timoré dans la crise du Golfe.

Tout en réaffirmant le « partenariat global » dans lequel se sont engagés les deux pays, alliés de longue date, M. Bush s'est efforcé de pousser son interlocuteur à faire en sorte que Tokyo ouvre davantage ses marchés aux produits américains, notamment le riz, les matériaux de construction et les semi-conducteurs.

M. Kaifu, qui doit faire face à d'importantes pressions intérieures, notamment des producteurs de riz, a appelé, dans un entretien publié jeudi par le quotidien USA Today, à un « dialogue patient » pour résoudre les divergences commerciales. - (AFP)

EN BREF

Le match Spartak-Olympique de Marseille sera retransmis sur TF 1.

Le match qui doit opposer le 10 avril prochain le Spartak de Moscou à l'Olympique de Marseille pour la demi-finale aller de la Coupe d'Europe des clubs champions de football, sera retransmis en direct sur TF 1 et non sur Antenne 2. Après quarante-huit heures d'incertitudes nées d'une nouvelle guerre des chaînes (le Monde du 3 avril), le PDG d'Antenne 2 - FR 3, M. Hervé Bouges, a en effet décidé de s'effacer devant la chaîne privée pour éviter que le conflit ne prive les téléspectateurs français des images de cette rencontre. Mais le président Bouges a annoncé, vendredi 5 avril, qu'il « entreprendra dans les prochaines semaines des démarches » auprès de toutes les instances concernées pour réinsérer A 2 et FR 3 dans la répartition des diffusions des matchs de football.

Les chrétiens orthodoxes fêtent Pâques. - Une semaine après les catholiques et les protestants, les orthodoxes fêtent Pâques, dimanche 7 avril. Cet écart de dates entre les piques catholique et protestante d'une part, et orthodoxe d'autre part, résulte du décalage de treize jours entre les calendriers julien pour les orthodoxes et

grégorien pour les autres confessions chrétiennes. Les dates de célébration de Pâques ne se confondent que trois ou quatre fois par siècle : c'était le cas en 1990.

NMPP : le Livre CGT retire son mandat de secrétaire fédéral à M. Christian Lelièvre. - La Fédération du livre CGT (FILPAC) a retiré, vendredi 5 avril, son mandat de secrétaire fédéral à M. Christian Lelièvre. Cet ancien responsable syndical des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) avait, à ce titre, dirigé une entreprise de loisirs dépendant de l'ancien comité d'établissement des NMPP. Cette entreprise, la COGE-SEL, est en liquidation judiciaire et fait l'objet d'une enquête demandée par le parquet du tribunal de Paris. Cette procédure avait provoqué une grève de vingt-quatre heures des NMPP le 28 février (le Monde du 2 mars). Dans un communiqué, le comité exécutif

grégorien pour les autres confessions chrétiennes. Les dates de célébration de Pâques ne se confondent que trois ou quatre fois par siècle : c'était le cas en 1990.

NMPP : le Livre CGT retire son mandat de secrétaire fédéral à M. Christian Lelièvre. - La Fédération du livre CGT (FILPAC) a retiré, vendredi 5 avril, son mandat de secrétaire fédéral à M. Christian Lelièvre. Cet ancien responsable syndical des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) avait, à ce titre, dirigé une entreprise de loisirs dépendant de l'ancien comité d'établissement des NMPP. Cette entreprise, la COGE-SEL, est en liquidation judiciaire et fait l'objet d'une enquête demandée par le parquet du tribunal de Paris. Cette procédure avait provoqué une grève de vingt-quatre heures des NMPP le 28 février (le Monde du 2 mars). Dans un communiqué, le comité exécutif

national de la FILPAC, qui a également exclu M. Lelièvre de ses membres, affirme ne pouvoir « cautionner chez un de ses militants des pratiques qui ne correspondent pas aux principes de la CGT » après avoir pris connaissance des « accusations de détournement de bien sociaux » portées contre l'intéressé.

FINLANDE : le gouvernement démissionne. - Le premier ministre conservateur, M. Harri Holkeri, prenant acte du revers subi aux élections législatives du 17 mars, a annoncé, vendredi 5 avril, la démission de son gouvernement de coalition au pouvoir depuis quatre ans. Lors de ce scrutin, les deux principales formations de la coalition, les partis conservateur et social-démocrate, avaient subi un sérieux revers, faisant perdre au gouvernement sa majorité absolue. - (AFP)

Le Monde
L'ÉDUCATION
AVRIL 1991
ÉVALUATION
LE PALMARÈS 1990 DES IUT
LES BTS, MODE D'EMPLOI
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

FESTIVAL
DES LIVRES A PRIX RÉDUITS
(1100 m² d'exposition)
LIVRES NEUFS - LIVRES ANCIENS
LIVRES D'OCCASION
Romans, ésotérisme, histoire, bandes dessinées, essais, livres d'art, livres d'enfants...
Un très grand choix dans tous les domaines
5-6-7 avril 1991, de 9 h à 19 h 30
Hôtel Mercure - Paris Vaugirard - 69, boulevard Victor, Paris-15^e
ENTRÉE : 10 F. Métro : Porte de Versailles

M. Drach
La crise dans les pays de l'Est
REPÈRES
Ch. Hen et J. Léonard
L'Europe
REPÈRES
S. Bessis
La faim dans le monde
REPÈRES
128 p., 42 F., 100 titres
LA DÉCOUVERTE